

UTOPIES COLLECTIVES



FTP N°9



*Conseils d'usines, mouvement des chômeurs,
utopies pirates, phalanstères, communes libres,
squatts urbains, communautés rurales, bolo'bolo',
zones d'autonomie temporaires, périodiques, permanentes, etc.*

Gébé

L'AN 01

ASPIRATIONS COLLECTIVES prenant effet de RESOLUTIONS à partir du 1er de L'AN 01 et applicables par accord tacite et collaboration libre de toutes personnes vivantes ce jour et après.

RÉSOLUTION 1

On arrête tout.

RÉSOLUTION 2

Après un temps d'arrêt total, ne seront ranimés - avec réticence - que les services et les productions dont le manque se révélera intolérable. Probablement : l'eau pour boire, l'électricité pour lire le soir, la TSF pour dire "Ce n'est pas la fin du monde, c'est l'AN 01 et maintenant une page mécanique céleste."

RÉSOLUTION 3

Les individus ne consentant plus à déléguer leurs pouvoirs, toutes les formes d'autorité, ainsi que les hiérarchies de toutes natures, perdront leur emprise avec leur raison d'être, très naturellement et sans douleur.

RÉSOLUTION 4

Le Temps d'Arrêt sera mis à profit par tous pour acquérir la somme des connaissances recensées au 1er de l'AN 01, somme considérée comme indispensable pour pouvoir décider de la suite et de la suite et du cours à donner, en toute logique, aux actions collectives futures.

RÉSOLUTION 5

Parallèlement à l'ingestion de l'acquis, la réflexion créatrice s'efforcera de définir des objectifs cohérents susceptibles de justifier la remise en route du Bazar (usines, laboratoires, etc.) avec abandon pur et simple des activités néfastes et non reconvertibles (armement, sans doute).

RÉSOLUTION 6

Pendant toute la durée du Temps d'Arrêt (5 ans ? 20 ans ?)

le Bazar sera soigneusement maintenu en état de marche.

RÉSOLUTION 7

Toutes les formes de spectacles feront relache afin que se dissipe l'engourdissement occasionné par notre état de spectateurs passifs.

D'autre part, le travail aliénatoire étant aboli, le spectacle de simple divertissement n'aura plus de justification. Rendu à lui-même, l'individu redécouvrira le jeu.

Du jeu, origine oubliée des spectacles conventionnels, naîtront de nouvelles techniques d'expression individuelle et collective. A ce stade natif des genres, l'esprit critique sera mieux à même de reconnaître les plus propres à stimuler l'imagination, la réflexion, la curiosité et la créativité de chacun, toutes choses sans lesquelles il n'est pas de représentation utile. Les formes de spectacles déclarées caduques au 1er de l'AN 01 feront néanmoins l'objet de soins d'entretien, au même titre que le parc industriel, et cela en vue d'une éventuelle remise en service partiel ou d'une consultation facile.

RÉSOLUTION 8

Les résolutions présentes et à venir, en tant qu'émanations de la conscience collective, sont réputées évidentes pour tous et présentes à l'esprit de tous.

En conséquence, elles ne pourront, d'aucune manière, être considérées comme un code applicable par contrainte.

Elles ne devront jamais être prises comme base juridique puisque toute tentative en ce sens tendrait à la reconstitution de la Justice ET QUE LA JUSTICE EST ABOLIE.

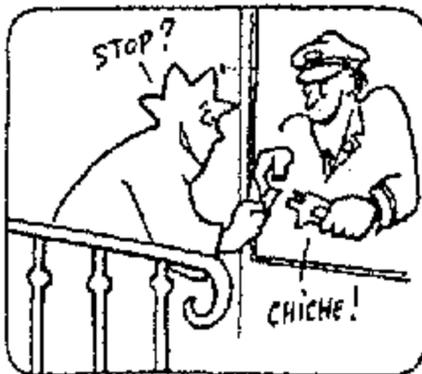
RÉSOLUTION 9

Tous les lieux seront désormais publics, y compris les maisons. Les clés seront retirées des serrures.

Les personnes pourront circuler partout librement, sans obstacles et faire des choses un usage conforme à leur destination, mais sans rien emporter ni déplacer.

RÉSUMÉ DES RÉSOLUTIONS 1 à 6

- On arrête tout.



- On garde les choses dans l'état où elles sont au cas où elles devraient ressusciter.



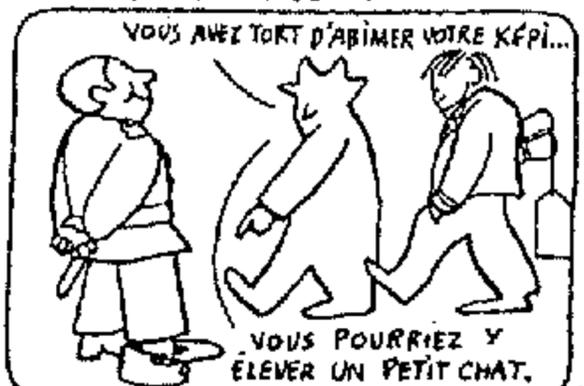
- Pendant le TEMPS D'ARRÊT, tout le monde s'instruira de tout pour pouvoir décider de la suite à donner à tout.



- Plus de spectacles organisés
Plus de spectateurs passifs
Tout le monde joue.



- Plus de Police.
Plus de Justice.
On a autre chose à faire.



En route vers Utopia

Depuis toujours, des humains fuient vers Utopia, pour s'y retirer et disparaître à jamais, pour y oublier cette Machine Etatique oppressive et y vivre une nouvelle vie, plus exaltante. Abandonner les vieux concepts et créer d'autres formes de société, d'autres bases de rapports entre humains et le reste de l'environnement, voilà ce qu'il faudrait théoriquement faire pour atteindre Utopia. En attendant...

Ce numéro est une réflexion basée sur quelques expériences communautaires mises en pratique par des femmes et des hommes au fil des siècles. La vie communautaire ne concerne pas uniquement la mouvance "anarchisante", mais bel et bien toutes les formes de pensées et d'actions (politiques, religieuses, économiques). Nous essayerons donc de nous pencher principalement sur des expériences libertaires de manière à donner, peut-être, des idées.

Mais l'objectif de ce livret est surtout d'engager un débat sur l'autogestion et la vie communautaire. Car, comme on peut le constater, hormis celles des tribus primitives, des amérindiens ou des pirates, les autres communautés autogérées se sont, pour diverses raisons, rarement prolongées dans le temps. Voici donc quelques textes, ainsi que des contacts et une biblio qui devraient vous permettre d'en savoir plus, et de passer vous mêmes à la pratique si l'expérience vous tente.

- Les communautés humaines p. 2
- Technologie contre Pierres à Feu p. 4
 - Utopies Pirates p. 5
- Les communalités indiennes p. 8
- Communautés Américaines du XIXème siècle p. 9
- Communauté dans les Ardennes p. 12
- Conseils Ouvriers et autogestion paysanne p. 13
 - France 60-70 p. 18

S o m m a i r e

- Chômeurs en colère p. 20
 - Diggers p. 24
 - La RAB p. 26
 - Christiana p. 30
 - Longo Mai p. 33
 - bolo-bolo p. 34
 - Inter Squat p. 37
 - Village de Sasé p. 40
- de la théorie à la pratique p. 44

Les communautés humaines



Cela fait un bon bout de temps que des personnes se regroupent, - ou du moins tentent de le faire - , pour se faciliter le travail ordinaire et changer de la routine. C'est-à-dire vaquer aux occupations essentielles de la bouffe, du logement, de la santé, et éventuellement de l'habillement. Si des individuEs se rassemblent, c'est aussi et surtout pour développer des projets de vie communes agréables. En un mot être **HEUREUX/SES** !

La mise en commun et le partage des biens et des connaissances est un vieux rêve de l'humanité. C'est même une utopie ¹, ce qui signifie un rêve encore plus lointain. Pourtant, il faut bien constater que cette utopie, partagée par nombre d'entre-nous, a existé et existe toujours à une échelle réduite et simplifiée parmi les peuplades les plus "primitives". Mais à partir de la découverte de l'agriculture et donc de la sédentarisation, les humainEs ont abandonné le nomadisme pour développer les premières formes de société patriarcale/capitaliste, c'est-à-dire basée sur des rapports de domination, de rendement et de profit. C'était il y a des milliers d'années.

Depuis, la course au fric n'a toujours pas cessé. Bien au contraire. Le culte de l'argent roi est bien devenu le seul opium du peuple sur cette planète. Pour échapper, et pourquoi pas remplacer cette inhumaine "*société spectaculaire marchande*", quelques illustres anonymes conceptualisent aujourd'hui des solutions, ou au moins des alternatives. Il s'agit là par exemple, du *bolo' bolo'* ² ou des *Zones d'Autonomie Temporaire* ³ (et aussi *Périodique, Permanente...*) dont il sera plus loin question. L'auteur de *bolo' bolo'* précise que son projet pourrait aboutir en cinq ans. Belle perspective pour l'avenir. Il serait temps, au bout de 10 000 ans d'esclavage ! Et entre-temps, que s'est-il passé ? Des humainEs n'auraient jamais cherché à s'extraire du joug des autorités en place ? Et bien si. Par exemple, les indiens du Mexique résistent à leur anéantissement grâce à diverses guérillas déterminées et à un système de vie commune pratiquement exemplaire et vieux de plusieurs siècles. En 1492, Colomb foulait le sol de l'Amérique et avec lui commençait une colonisation qui n'en finit toujours pas. Avec la découverte d'un Nouveau Monde, et les perspectives d'enrichissement que celui-ci laissait espérer, le commerce par voies maritimes, l'esclavage et les conquêtes de territoires vierges commencèrent à se développer. Toute comme la piraterie. Et il semblerait bien que ce soit les pirates qui furent parmi les premiers, jusqu'au 18ème siècle, à mettre en pratique certaines formes d'autogestion et à créer des réseaux d'enclaves autonomes. Ces mêmes pirates n'auraient-ils d'ailleurs pas légué leur pavillon noir aux anarchistes qui se retrouvèrent au siècle de l'industrialisation, dans les conseils et les barricades des ouvrierEs ? De la Commune de Paris aux

soulèvements de 1919 en Europe, la volonté de changement était certes là, mais en pleine guerre. Et seuls les communistes autoritaires ont réussi à profiter des tentatives autogérées des anarchistes, comme cela se produisit en *Ukraine* (1921) et en *Espagne* (1936). Suite à la Seconde Guerre Mondiale, des expériences communautaires et autogestionnaires virent le jour dans un pays nouveau, Israël, où se développèrent les kibboutz. Une utopie concrétisée pour ceux qui avaient survécu à l'horreur du nazisme. La Yougoslavie aussi, fédérée par Tito au lendemain de la guerre, connu quelques expériences intéressantes d'économie autogestionnaire. De même que l'Algérie après son indépendance en 1962. Des tentatives aujourd'hui oubliées et remplacées par la violence et le fanatisme. En France, comme dans les autres pays industrialisés de l'Ouest, après 68, et en pleine période hippie, l'autogestion et la vie communautaire reviendront au goût du jour chez les plus jeunes. Car, même si on peut dans une certaine mesure parler de phénomène de mode, cette mode-là au moins, a apporté des changements positifs. Comme l'attestent les expériences militantes mais jouissives des *Diggers*, du *Living Theatre*, de la *RAB*, ou celles de *Christiania* et *Longo Mai* qui elles, continuent toujours. Ces tentatives insensées essayaient à leur tour de perpétuer les micro-sociétés utopistes initiées par les fouriéristes, et autres théoriciens qui en leur temps occupèrent des zones franches aux Etats-Unis, en Europe, dans la forêt ardennaise, (comme *l'Essai* en 1903). Et il faut donc bien l'admettre, la période hippie et "soixante-huitarde" impulsa bien une importante reprise de l'autogestion et de la vie communautaire. Puis les communautés se sont étendues aux grandes villes, avec les squats urbains : des abris pour les précaires d'abord, se transformant parfois en véritables lieux de vie et de création. Cela se faisaient sporadiquement. Mais ça

change. Depuis 97, où partout en France les chômeurs et les précaires, les sans-boulots, les sans-toits, les sans-papiers et d'autres se sont bougés pour occuper et autogérer des lieux. Ça a parfois marché, à plus ou moins long terme, ça a aussi parfois sérieusement merdé (conflits internes ou expulsions). Mais l'essentiel étant que ces occupations de locaux vides ou non vides se prolongent, qu'elles mettent du monde au chaud l'hiver, qu'elles donnent du bon temps à ceux/celles qui s'y investissent. Et que pourquoi pas, tout ce joyeux bordel finisse par nous faire passer une vie agréable, ainsi que pour ceux qui viendront après nous, si le bug de l'an 2000 n'a pas déclenché la Dernière Guerre Mondiale.



NOTES

¹ C'est en 1516 qu'apparut pour la première fois le mot *UTOPIE*. Il s'agissait en fait du titre d'un livre, *Utopia*, écrit par un magistrat anglais, Thomas More (1478-1535). Utopie signifie "lieu qui n'existe pas", et le sujet de ce livre était justement une société communautaire idéale.

² *bolo' bolo'* : ce livre de "p.m.", est un concept d'extension globale et utopique de la TAZ. Mais il donne surtout, et avec une certaine précision, des idées pratiques de vie communautaire à grande échelle.

³ TAZ : cet essai d'Hakim Bey, couvre ou évoque une bonne partie des expériences communautaires et autogestionnaires tentées par divers groupes d'humainEs au travers des siècles. Ces communautés impliquant un retrait du système oppressif et dominant, pour développer d'autres alternatives censées améliorer le quotidien. La plupart de ces tentatives n'ont été que temporaires. Dans d'autres textes H. Bey traite des Zones d'Autonomie Périodiques (festivals, rassemblements, transhumances...) ou Permanentes, comme les Tongs (sociétés secrètes chinoises), qui existent déjà. La vision de Bey rejoint également en de nombreux points (avec quelques nuances tout de même), le concept du *bolo' bolo'*.

Technologie contre

Pierres à feu.

Les humains ont connu une vie tribale et nomade de chasseurs/cueilleurs durant des millions d'années. En passant à une vie sédentaire, due au développement de l'agriculture et de l'élevage, les villages s'agrandirent. Ce fut le début des sociétés hiérarchisées et patriarcales.

Pour John Zerzan, auteur de *Futur Primitif*, la technologie c'est la mort. Mais c'est avant tout l'esclavage. Celui que l'on subit chaque jour en allant bosser, consommer ou se faire plaisir. Sans la technologie nous ne sommes rien et notre civilisation s'effondre. Et alors ? Depuis quand existe-t-elle d'abord cette civilisation ? A tout casser 10 000 ans en comptant les premiers agriculteurs comme civilisés. Bon, et avant, c'était des sauvages ou quoi ? Et bien non, justement, avant la civilisation de la technologie et de la domestication, c'était le paradis, un monde libertaire, ou presque. Un monde dénué de télévisions, de voitures, d'ordinateurs, de routes, d'avions, de sous-marins atomiques, de gratte-ciel, de bidonvilles. Un monde "paradisial", celui dont rêvent actuellement les primitivistes. C'est donc une plongée dans l'existence la plus rudimentaire à laquelle nous convie ce livre. En se référant à des études sur diverses "sociétés" primitives, Zerzan nous montre de quelles manières les groupes de chasseurs-cueilleurs restent les seuls à respecter l'existence d'autrui et aussi de l'environnement. En y réfléchissant bien, il est vrai que ces groupes ne recourent à aucune domestication : ils ne possèdent pas

d'animaux domestiques ou d'élevage puisqu'ils chassent (assez modérément d'ailleurs), ils n'exploitent pas la terre en la cultivant (mais bénéficient d'un plus grand équilibre alimentaire grâce à des cueillettes variées), ils ne connaissent aucune domination

sexuelle (patriarcat ou matriarcat) mais pratique l'égalité des tâches communes et l'amour libre, ils ne connaissent pas la propriété (tous les biens, quand il y en a, sont communs et le nomadisme, même à petite échelle, est fréquent), ils ne connaissent aucune hiérarchie (pas de chef tribal) ni aucune oppression religieuse (pas de rituels, prêtres, sorciers ou chamanes). Il ressort également des diverses études anthropologiques que ces groupes sont très conviviaux, tolérants et respectueux. Sans vouloir retourner à la préhistoire, John Zerzan nous offre matière à réfléchir sur les principes mêmes de l'existence, par rapport auxquels les téléphones portables et autres internet paraissent effectivement bien inutiles et dérisoires. Pour avoir une vision du décalage entre des "systèmes" primitifs et les nôtres, on trouvera un excellent exemple avec le film sud-africain *Les dieux sont tombés sur la tête*, dans lequel une bouteille de Coca-Cola © vient perturber la quiétude d'une tribu de Bushimen - FTP). Néanmoins le mouvement des primitivistes, - ou même celui des (néo-)luddistes (dont l'un principaux représentant éclate des ordinateurs à la fin de ses conférences) -, s'oppose avec virulence aux extropiens (Leary) ou autres cyberpunks pour qui la technologie n'offre pratiquement que des avantages. Au train où vont les choses, nous avons plus de raisons d'envisager un avenir tel qu'il est décrit dans le *Neuromancien* ou *Blade Runners* (voir 1984, pour les plus pessimistes), plutôt que celui dépeint dans *l'An 01* ou *bolo"bolo*.

Les Utopies Pirates

L'image des boucaniers et autres écumeurs des mers que nous avons en tête relève plus du folklore que de la véritable histoire. Car malgré toutes les recherches effectuées au cours des siècles, il faut bien se rendre à l'évidence que l'on en sait relativement peu sur la vie quotidienne de ces flibustiers. Mais on en connaît suffisamment sur leurs îles-repaires, - où ils jouissaient d'une existence libre et peu austère -, pour comprendre que des zones d'autonomie temporaires existaient dès le XVème siècle.

Ces enclaves pirates cherchaient essentiellement à échapper à toutes formes de contrôle et d'autorité étatiques, et pour y parvenir à long terme, les individus qui s'y installèrent créèrent de nouvelles formes expérimentales de société. Des endroits (régions entières, citadelles, îles, ports...) se trouvèrent ainsi dénués de toutes contraintes hiérarchiques, et beaucoup adoptèrent même des fonctionnements relativement démocratiques, voire quasi libertaire, en tout cas pour l'époque.

Grâce à une relative clandestinité, les pirates réussirent à établir au fil des siècles un réseau d'échanges totalement mouvant et (plus ou moins) solidaire, dont les multiples enclaves servaient aussi bien de lieux de repos et de plaisirs que de lieux de troc/commerce, ou même de port de réparation pour les bateaux. Ainsi, entre le XVème et le XIXème siècle, la piraterie connut une période d'apogée. Principalement, parce que la navigation s'était considérablement

développée, tout comme les cartes et les instruments de navigation, l'armement, les conquêtes coloniales... Mais la piraterie de haute mer s'est depuis largement évaporée, pour prendre de nouvelles formes, comme par exemple en Asie, où le transport par voies fluviales d'opiacés, d'alcool, de tabac, de prostituées, d'armes et d'autres choses encore font les beaux jours des "pirates du Mekong".

Organisation des pirates

Les activités maritimes des pirates se résumaient essentiellement à l'abordage et au pillage des bateaux transportants des cargaisons toujours précieuses : pierres et métaux rares, bijoux, tissus, armes, esclaves, personnes rançonnables, épices, alcools, nourriture... Mais bien évidemment, l'aventure en mer a toujours ses revers : tempêtes, scorbut, dérive, abordage, coulage... Et la vie à bord pouvant parfois devenir monotone lors des longs voyages sans saccages ni pillages, - ce qui était relativement rare -, les pirates veillaient toujours à satisfaire leurs plaisirs. C'est pourquoi certains bateaux, surtout mauresques, ressemblaient à de véritables palais des délices (alcools, musique, sexualité libre, cuisiniers...).

Mais, soyons clairs, les bateaux pirates, vaisseaux de guerre voués à des abordages brutaux et sanglants, n'étaient ni des Club Merde®, ni des havres pacifiques. Leurs équipages se soustrayant à l'autorité royale par leurs actes, ceux-ci savaient pertinemment que s'ils étaient vaincus par des équipages corsaires ou royaux, ils risquaient la pendaison, les galères, les culs de basses fosses ou autres délices du genre, et avaient donc tous intérêts à



s'organiser de manière efficace. Pour la plupart des pirates, l'organisation se différenciail justement de celles des corsaires, (ces mercenaires mandatés, grâce à une "lettre de course", par les états et royaumes). En effet, il semble qu'au sein de l'organisation pirate (qui était évidemment spécifique à chaque équipage ou "bastion pirate"), régnait un minimum d'égalité. Certains "capitaines" d'ailleurs, comme Misson, fondateur de Libertalia, proposait aux équipages des bateaux abordés de le rejoindre dans la piraterie ou d'être déposés sur une île avec des vivres, dans l'attente du passage - hypothétique - d'un navire. (Il va sans dire que beaucoup de marins le rejoignaient). L'absence de châtiments corporels à bord de nombreux bateaux est également un fait notable pour l'époque. Mais l'aspect non négligeable pour ces aventuriers¹ restait le partage du butin. Les capitaines pirates touchaient généralement jusqu'à deux parts, les hommes d'équipages, une part, et tout non-combattant (cuisinier, musicien...) une demie part ou trois quarts de parts. A titre indicatif, un capitaine corsaire pouvait percevoir 40 fois la part d'un homme d'équipage.

¹ Hormis Mary Read ou Anne Bonny, il y eut semble-t-il assez peu de femmes pirates. D'une part dans les enclaves musulmanes cela était absolument impossible, d'autre part en Europe catholique cela ne l'était guère plus. A cette période les femmes constituaient surtout une "marchandise" très enrichissante en tant qu'esclave, prostituée...

Les drapeaux pirates

Tout le monde a en tête le drapeau noir (choisi par les pirates pour la "terreur" qu'il inspirait) frappé d'une tête de mort ornée de sabres ou de fémurs croisés. Les anglais le nommaient *Jolly Roger*. Son nom pourrait peut-être provenir du français "Joli Rouge", qui désignait la couleur des premiers pavillons pirates : rouge sang. Ceci voulait tout simplement dire qu'il n'y aurait pas de survivants chez l'ennemi. Mais il y eut d'autres drapeaux, comme celui de Libertalia (blanc, avec la devise en latin, "par Dieu et par la liberté") ou de Salé, une Lune (l'Islam) à figure humaine.



La République du Bou Regreg

Les principales enclaves étaient soit tenues par des pirates musulmans et des *renegados*² (Tunis, Alger, Tripoli), soit par des marins de toutes nationalités et religions (la Tortue, Hispaniola, Libertalia). Mais un seul état pirate fut recensé, la république du Bou Regreg dont l'apogée s'acheva au XVIIème siècle. Ce port marocain s'appelait aussi Salé (ou Rabat-Salé). Il était morcelé en trois zones de tensions et de commerces distinctes, et ne constituait pas à proprement dit une enclave pirate, mais bel et bien un "état pirate". Ce qui implique que la flotte appartenait au divan (gouvernement qui prélevait environ 10% du butin), mais n'empêchait nullement l'équipage de percevoir 45% du butin à se partager. Les impôts prélevés à Salé restaient dans la ville, alors que ceux prélevés à Alger par exemple, étaient destinés aux caisses de l'Empire Ottoman. Autre point intéressant, le divan et le gouverneur-amiral étaient élus, et pouvaient être révoqués chaque année dès qu'ils cessaient de défendre les intérêts du peuple. Quelque chose d'inimaginable en Europe à la même époque.

² Les *renegados*, ainsi nommait-on les chrétiens européens convertis à l'islam, de gré (aventuriers, marins, anciens corsaires...) ou de force (esclave affranchis, enfants ou adultes rançonnés, marins captifs..).

Libertalia

L'écrivain William Burroughs, notamment dans *Les Cités de la Nuit Ecarlate*, décrit lui aussi ces enclaves autonomes et particulièrement celle de Libertalia, rendue célèbre par Daniel Defoe,

l'auteur de Robinson Crusoé. Bien sûr Libertalia, comme d'autres enclaves pirates, est entourée de mystère et de doute. Defoe l'a t'il inventé, a-t-il romancé l'histoire dans son récit, qui ne serait peut-être même qu'une métaphore ? L'enclave Libertalia aurait

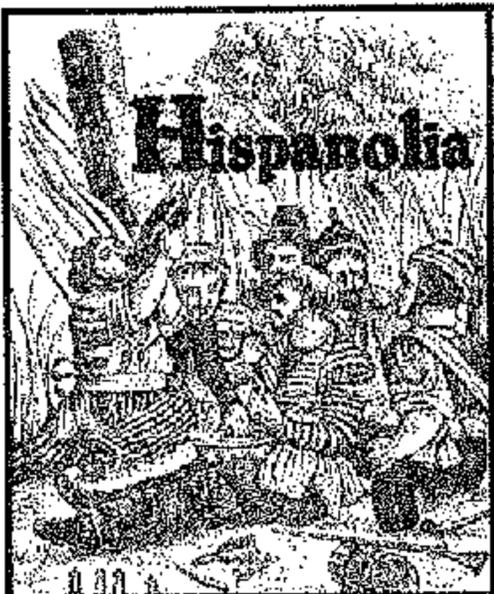
p o u r t a n t vraisemblablement existé, quelque part vers l'île de Madagascar, durant quelques années avant que ses habitantEs ne finissent exterminés par les indigènes. Et son fonctionnement, axé autour de la personnalité du capitaine français Misson et de celle de son acolyte, le prêtre défroqué, Carracoli, reposait sur l'égalité entre individu, le partage du butin, la mise en commun des biens et l'abolition de la propriété comme le précise cet extrait : *"Le lendemain, tout le monde se rassembla et les trois capitaines proposèrent d'instituer une espèce de gouvernement, comme l'exigeait leur sécurité. Où il n'existe pas de lois coercitives, les plus faibles sont toujours les victimes et tout tend nécessairement à la confusion. Les hommes sont les jouets de passions qui leur cachent la justice et les rendent toujours partiaux en faveur de leurs*



Écopirate

le **Sea Shepherd**, est un bateau pirate écolo (avec comme "capitaine" Paul Watson, cofondateur de Greenpeace, puis dissident) qui mène la vie dure aux bateaux pêcheurs et pollueurs en tous genres depuis 1977. Eperonnage, abordage des bateaux et perturbation des tentatives de chasse ou de pollution, sabotage dans les ports, etc. Ces écoguerrillers ne sont pas à cours d'idées. Ainsi, le "capitaine" Watson et son équipage ont déjà mis hors service 6 navires, et comme ils possèdent désormais un sous-marin, leurs prochaines aventures risquent de devenir encore plus surprenantes. À suivre.

intérêts : il leur fallait soumettre les conflits possibles à des personnes calmes et indépendantes capables d'examiner avec sang-froid et de juger selon la raison et l'équité ; ils avaient en vue un régime démocratique : quand le peuple édicte et juge à la fois ses propres lois, on a affaire au régime le plus convenable. En conséquence, ils demandaient aux hommes de se répartir par dix et d'élire, par groupe, un représentant à l'assemblée constituante chargée de voter des lois saines dans l'intérêt public ; le trésor et le bétail qu'ils détenaient devaient être équitablement répartis et les terres annexées dorénavant seraient tenues pour propriété inaliénable, sinon aux clauses et conditions d'une vente."
Libertalia, utopie pirate, Daniel Defoe (1724).



Vers la fin du XVIème et le début du XVIIIème siècle diverses utopies pirates, des initiatives communautaires et (plus ou moins) égalitaires virent le jour. Par exemple, Hispanolia, (St Domingue et Haïti), où les boucaniers (nommés ainsi parce qu'ils se livraient à une technique de fumage de la viande apprise des indiens Caraïbes, le boucan) avaient établis entre le XVIème et le XVIIème siècle, une micro-société composée essentiellement de déserteurs, d'esclaves en fuite, de rescapés de naufrages, et aventuriers divers. Chasse, troc, élevage (avec peu de réussite) et commerce avec les bateaux de passage constituaient les principales ressources des boucaniers. Ils ne devinrent pirates qu'au début du XVIIIème, lorsqu'ils furent coupés de leurs bases terrestres. Les bateaux devinrent donc des ZAT flottantes. Et d'autres enclaves pirates se développèrent à cette même période, les plus connues étant l'île de la Tortue, ou New Providence au Bahamas.

la Communalité Indienne

Le système Amérindien - ancestral, mais pas archaïque - de la communalité, permet d'empêcher la corruption et de responsabiliser les individuEs à l'échelon local. Ce système consiste en un renouvellement annuel des responsables communaux et régionaux. Une fonction qui s'effectue entièrement. Ceci signifie que l'élu devra s'absenter de ses affaires personnelles durant toute la durée de son mandat. Une pratique visant donc à limiter l'ambition personnelle (*mais pas communautaire*) et à renforcer la solidarité. Ainsi un élu pourra transmettre un "dossier" inachevé à son successeur sans avoir ni déception ni remords.

En se vouant uniquement au développement de la communauté, il ne recherche ni prestige ni honneur, simplement la satisfaction d'une tâche impeccablement achevée.

Le concept de communalité est aussi défendu par les guerilleros de l'EZLN. D'ailleurs, en 1999, des centaines de zapatistEs continuent de s'organiser en "municipalités autonomes" afin de reprendre le contrôle de leur vie face aux propriétaires terriens, aux grosses compagnies et aux 70 ans de dictature du PRI. Il est possible de trouver de nombreuses informations sur le sujet dans les livres qui s'y rapportent. Voici quelques extraits d'un article sur les communautés indiennes de Oaxaca, de **Jaime Martinez Luna**, nommé "*La Communauté Est-elle Notre Identité ?*" et paru dans la revue mexicaine Ojarasca en avril 1995. (texte extrait de "*Depuis les Montagnes du Sud-Est Méxicain*", ed. l'Insomniaque, Paris 96)



"La 'communalité' (...) repose sur un travail de décision (l'assemblée), de coordination (les charges), de construction (les tâches) et de réjouissances (la fête)."

"La communalité est une activité et une réalisation humaines quotidiennes. Elle fait appel aux capacités et aux initiatives, non seulement de ceux qui forment déjà l'assemblée, mais aussi des plus jeunes qui commencent à peine à participer aux idées et à l'activité communautaires ; aux femmes et à leur travail prétendument passif ; aux enfants qui, forts de l'expérience de leurs parents, s'initieront à l'apprentissage du comportement que se doit d'avoir un peuple digne."

"Dans nos communautés, le pouvoir est un service, autrement dit l'exécution des directives d'une assemblée, d'une collectivité. (...) Dans une communauté, l'autorité est pratiquement un emploi au service de tous, non rémunéré, qui ne se délègue pas ; et si cela arrive, ce n'est qu'aux termes d'une consultation. Les ambitions personnelles se voient ainsi limitées, aussi innocentes qu'elles puissent apparaître."

Les communautés du XIXème siècle

De nombreuses expériences de mise en commun de biens et d'échanges ont eut lieu de par le monde, notamment dans les années 70. Mais bien avant la vague hippie, quelques immigrants européens avaient déjà expérimenté la vie communautaire dès le début du XIXème siècle aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis symbolisaient pour les premiers colons européens ce Nouveau Monde où tout devenait possible, et beaucoup d'entre-eux abandonnèrent leur quotidien de miséreux dans l'espoir de fonder un "paradis sur terre". Au XVIIème siècle, ces colons étaient principalement des religieux puritains fuyant la Hollande ou l'Angleterre pour échapper aux persécutions dont ils étaient les victimes. C'est pourquoi lorsqu'apparurent les premières communautés à tendance "communiste-libertaire" du XIXème, les croyances et principes (quakers, spirites, maçonnerie...) demeuraient encore présents parmi ces pionniers, et surtout, revêtait un caractère relativement "normal" dans ce pays. Quelques communautés rurales virent donc le jour avec des pratiques mêlant les concepts communautaires religieux et communistes. Malgré leur existence parfois brève et grâce à leur



particularité, ces communautés purent néanmoins développer et recourir à des pratiques révolutionnaires à cette époque ; égalité des sexes, amour libre, laïcité, remise en cause de l'autorité, la hiérarchie, et du travail, non-violence et abolition de l'esclavage, etc. Mais il serait abusif de croire que ces communautés étaient idylliques. Il y eut bien évidemment les problèmes humains, les problèmes de précarité, et même des tendances à l'uniformisation, (avec le port de vêtements identiques), ou à la lourdeur bureaucratique, comme à *Nouvelle Harmonie*. L'ouvrage de R. Creagh, *Laboratoires de l'Utopie* évoque ces différentes communautés, et l'on comprend mieux après sa lecture ce qui se passa sur le sol américain, et comment les communautés parvinrent à prendre forme dans les années 60-70. Nous vous livrons ici un historique rapide des principales communautés, et bien sûr nous vous renvoyons au livre de Creagh pour plus d'infos. Vous pouvez aussi consulter les textes d'Hakim Bey tels que "TAZ", et "Zone d'Autonomie Périodique".

Nouvelle Harmonie, (1825-1827, Indiana). Fondée par Robert Owen, elle se révéla un échec communautaire malgré des conceptions et des pratiques intéressantes : architecture polyforme, isolement sonore et thermique des habitations (avec de la paille et de la boue), une teinture utilisant des colorants naturels, une bibliothèque conséquente (*l'Institut des Travailleurs*), un jardin labyrinthe, etc. Owen y mis également en place un système de bons de travail, où la monnaie était remplacée par une abondante paperasserie destinée à comptabiliser le travail et les dettes de chacun. Près de 800 personnes y vécurent.

Les utopistes de la communauté



Sans eux, aucune des communautés libertaires européennes ou américaines n'aurait vu le jour. Sans ces "illuminés", il n'y aurait pas eu de hippies. Les utopistes des communautés et sociétés idéales avaient tous des idées intéressantes et certaines valent la peine qu'on s'en souvienne.

Charles Fourier (1772-1837)

Il est le "père" des phalanstères et familistères. Le père, parce que son système de société idéale et de communauté idéale, demeure relativement paternaliste. Fourier préconisait une organisation sociale fondée sur de petites unités sociales autonomes, les phalanstères, des associations et/ou coopératives de production et de consommation. Ces structures communautaires étaient bâties autour d'hommes et de femmes "de caractères et de passion opposées et complémentaires", amenés à partager travail et loisirs. Fourier théorisa sa "société nouvelle" dans ses ouvrages *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire* (1829), et *Théorie de l'unité universelle* (1822-1841), ainsi que dans la revue (1832-1849) *La Réforme industrielle ou le Phalanstère*, (qui deviendra ensuite *la Phalange*).

Josiah Warren (1798 - ?)

Effrayé par le dogmatisme et l'uniformisation latente de la *Nouvelle Harmonie* owenienne, Warren devint un ardent défenseur de l'individualisme et de la mise en pratique des théories communautaires. Car selon lui, les communautés n'ont pas vocation systématique à réussir. Elles ne constituent que des séries d'expériences (non-permanentes) destinées à vérifier la faisabilité des théories qu'il échaudait. Elles ne sont que des tentatives d'évolution où le renouvellement permet d'améliorer et de transformer sans cesse. C'est aussi l'exemple par le fait. Outre les diverses communautés auxquelles il participa, Warren créa en 1827, à Cincinnati, un *Time store*, c'est-à-dire un magasin où les articles étaient vendus à leur juste prix en fonction du temps de travail qu'ils avaient demandé. Ainsi le client payait séparément le coût des objets en vente (frais d'achat et d'entrepôt) et le salaire du vendeur (calculé par une horloge mise en route dès qu'arrivait un client). Originale, cette expérience connut un certain succès dans plusieurs magasins, pour finalement être remplacée partout ailleurs par le système actuel. Mais l'intérêt des démarches de Warren réside surtout dans l'absence de dogmatisme et d'exclusion. Pour lui, seule compte l'individualité de chacun et toutes les différences que cela suppose. Il ne condamne pas la divergence d'opinions, à l'inverse de certains "libertaires" de l'an 2000, et il l'exprime d'ailleurs dans ses écrits : "(...) dans un état en progrès, il n'est posé aucune exigence de conformité. (...) Pour ce qui est des simples différences d'opinion en matière de goût, de convenance, d'économie, d'égalité ou même de juste et de faux, de bien et de mal, de santé et de folie - tout doit être laissé à la décision suprême de chaque Individu, chaque fois qu'il peut assumer le coût de ses décisions (...)"

Robert Owen (1771-1858)

Riche manufacturier, ce théoricien anglais du "socialisme" souhaitait développer un modèle de société universelle, et espérait pouvoir accomplir son rêve en Amérique où il investit d'importantes sommes d'argent, souvent à perte. Mais après l'échec de la communauté de *Nouvelle Harmonie* en 1827, il retourna en Angleterre, et créa en 1832 les premières coopératives de consommation (dont *New*

Lanark). Il s'inspira également du chartisme, ce mouvement réformiste surtout actif vers 1837-1848 dont l'un des objectifs était l'émancipation ouvrière.

David Henry Thoreau (1817-1862)

Abolitionniste, pamphlétaire et poète, il se pose en défenseur ardent de l'individualité, et de l'utopie. On peut d'ailleurs le constater en lisant des ouvrages tels que l'essentiel "Désobéissance Civile" et surtout "Walden" où il narre son expérience de "brahmane" anarchiste au bord d'un lac (découvert à l'âge de 5 ans), et dénonce par la même occasion le capitalisme, l'Etat, la religion, la fonction avilissante du travail salarié, la technologie croissante. Deux textes qui serviront de référence aux mouvements utopistes, ouvriers et anarchistes d'Europe et d'Amérique.

Kendal, (1826-1829, Ohio). Cette "association amicale d'intérêts mutuels" créée principalement par des quakers était basée sur le communisme libertaire. Elle tirait ses ressources de l'agriculture et rassemblait près de 150 personnes.

Spring Hill, (1829-1833, Ohio). Communauté individualiste vouée à la pédagogie libertaire, fondée par d'anciens membres de *Franklin*, *Forestville* et *Kendal*, et à laquelle participa activement Josiah Warren. Il y avait d'ailleurs un Time store.

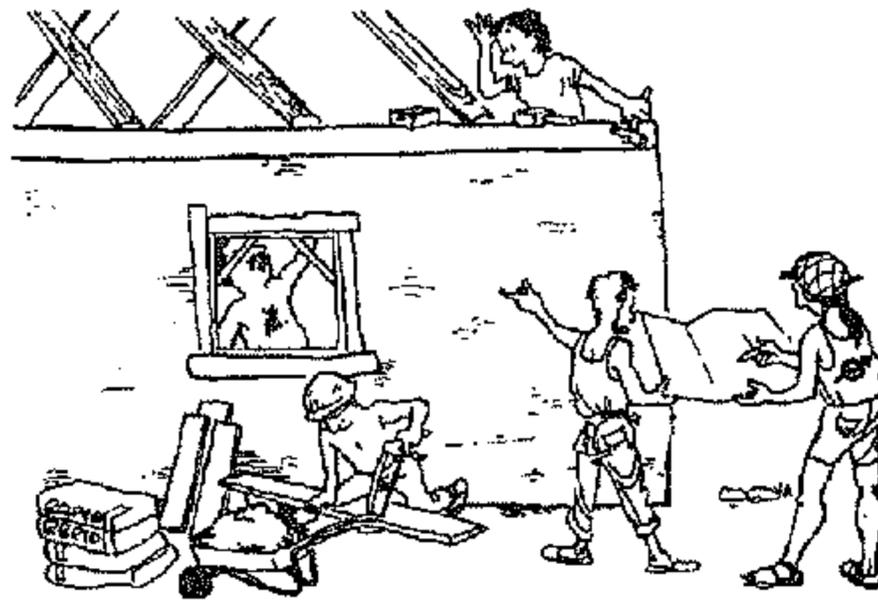
Equity ou **Tuscarawas**, (1833-1835, Ohio), première communauté fondée par J. Warren, faisant suite à celle de *Spring Hill*. Elle rassemblait près de 200 personnes.

Brook Farm (1841, Massachusetts). Communauté transcendentaliste influencée par Fourier et Swedenborg qui échoua rapidement.

Skaneateles, (1843-1845, Etat de NY). Ferme communiste regroupant une centaine de personnes autour de diverses

activités agricoles et d'une scierie. Cette communauté strictement végétarienne refusait également tous stimulants et narcotiques, se revendiquait non violente, d'inspiration owénienne, fouriériste, et anarchiste. Elle publiait également un journal, *The Communist*.

Prairie Home, (1843-1844, Ohio). Ce sont principalement des quakers et non-violents, abolitionnistes qui s'investirent dans cette expérience brève regroupant près de 130 personnes autour d'une ferme, d'un moulin et d'une scierie. Le principe essentiel de cette communauté était : "ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais qu'on te fit". Il n'y



avait pas de chef, pas de règlement, pas de croyance (imposée) et les tâches, communes, étaient discutées en assemblées générales. Cette communauté végétarienne tolérait néanmoins que les non-végétariens élèvent des animaux pour s'en nourrir. Le propriétaire des terrains contraignit les membres de *Prairie Home* à le payer, ce qui ruina l'expérience.

Fruit Hills, (1844-1848, Ohio). Communauté militante où O.S. Murray publie le journal libertaire *The Regenerator*

Fruitland, (1844-1860). Communauté non-violente et végétarienne, fondée par A. B. Alcott un ultra-individualiste et mystique rejetant l'Etat et l'Eglise.

Utopia ou **Trialville**, (1847-1860, Ohio). Seconde expérience communautaire de J. Warren. Elle reprend la suite d'un phalanstère qui vient d'échouer, **Clermont Phalanx** (1845-1847), et regroupe environ 100 personnes à son apogée. Fonctionne sans aucune

autorité et la population ne désire "ni officiers, ni prêtres, ni prophètes". L'économie est basée sur l'échange du travail, un système de troc conçu par Warren. A Utopia on peut alors obtenir : 1 boisseau de blé pour 6 heures de travail/activité, 12 œufs pour 20 mn, 1 litre de lait pour 10 mn, 1 paire de chaussure pour 3 à 9 h, des bottes pour 18 h... Utopia fonctionnait uniquement autour de l'agriculture et l'artisanat.

Pointe de l'Espérance, (1857-1867, Ohio). 80 adultes (uniquement) s'étaient réunis pour pratiquer l'amour libre (mais prude) et le spiritisme dans une ferme et un hôtel.

Modern Times, (1850-1856, Long Island, New York). Troisième et dernière tentative communautaire de Warren, ses membres, strictement végétariens pratiquaient l'agriculture et l'artisanat, et la "monnaie" se comptait en temps-travail.

Altruria, (1894-1895, Californie). Village coopératif, d'inspiration fouriériste et de tendance socialiste et chrétienne, n'imposant aucune tâche ni horaire à ses membres.

Home, (1897-1918, Washington). Communauté individualiste avec une ouverture sur l'extérieur et une grande activité militante, dont, notamment la publication de nombreux journaux tels *New Era* (1897-1898), *Discontent* (1898-1902), *Clothed with the Sun* (1900-1902), *The Demonstrator* (1903-1908), *The Agitator* (1910-1912)

Colonie Ferrer, (1915-1951, New Jersey). Communauté anarchiste-communiste à vocation pédagogique où la chanteuse beat Joan Baez passa une partie de son enfance.

L'Essai

Colonie Libertaire
d'Aiglemont
(1903-1909)



C'est au début du siècle, dans les froides et austères Ardennes, que Fortuné Henry ¹ décida de venir s'installer pour entreprendre le développement d'une "colonie libertaire", basée sur le Communisme Expérimental. Bilan mitigé.

L'Essai, démarra le 14 juin 1903, jour où Fortuné Henry vint s'installer dans le pré du Gesly (un marécage en pleine forêt situé à 3 km de la commune d'Aiglemont), accompagné d'un chien et munit d'un sac de provisions et de quelques outils indispensables. Il commença par dégazonner l'endroit, puis il parvint à se construire une cabane d'herbe. Il se réserva aussi un petit

coin pour la culture des légumes. Sa présence et la démesure de son projet interpella quelques personnes du voisinage qui vinrent l'aider le dimanche. Ce concours populaire lui permit de creuser un étang et d'édifier une "maison en branches tressées recouvertes de glaise." Le premier colon, venu d'Italie, arrivera en hiver 1903. En 1904 fut dressée la première maisonnette. Puis une souscription fut lancée dans le milieu libertaire, et 3 nouveaux colons arrivèrent. L'Essai avait alors son atelier de menuiserie et ébénisterie, et deux hangars, un jardin composé de pommes de terre, choux, carottes, navets, et quelques 90 poules, 50 canards, 50 lapins, 6 chèvres, porcs y étaient élevés. En 1905, les colons construisent une maison spacieuse en Fibrociment. Cette année sera également celle des premiers soucis : problèmes avec les douanes et querelles internes. Malgré un développement certain, la colonie connaît de plus en plus de heurts entre colons. Il semblerait que Fortuné Henry se soit imposé comme "maître à penser" de la colonie. Sa qualité de pionnier d'Aiglemont paraît lui conféré le droit de tout agencer. Le 10 juin sortira tout de même le **Cubilot**, *journal international d'éducation, d'organisation et de lutte ouvrière*. Il sera remplacé en 1908 par le **Communiste**, qui sera imprimé directement à Aiglemont. Les dernières années de cette colonie agricole libertaire vont s'achever dans les déchirements internes. Des colons s'en iront, et Henry lui-même quittera son "oeuvre". En 1909, la colonie cède sa place à la forêt originelle, les anarchistes seront restés six ans. Autoritarisme et productivisme, voilà sans doute ce qui a eut raison des libertaires, à la base retirés de la société pour créer de nouveaux rapports.

¹ Fortuné Henry était le frère d'Emile Henry exécuté à l'âge de 21 ans pour avoir posé quelques bombes. A lire, son plaidoyer, intitulé "Voilà pourquoi j'ai frappé dans le tas".



A plusieurs reprises au cours de l'histoire, des travailleurs/euses (ouvrierEs, paysanEs) se sont dressés contre le contrôle des usines ou des terres par les patrons et/ou les nobles. Le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho syndicalisme joueront un rôle important, en initiant les grèves sauvages, les conseils d'usines ou les associations d'ouvrierEs qui serviront de transition aux communes libres. Et dès la fin du XIXème siècle, face à l'industrialisation forcenée et la fourberie de la bourgeoisie, des politicards ou de la flicaille (et parfois même de l'armée), c'est la population dans sa quasi intégralité qui soutiendra, souvent spontanément, les révoltes. Malheureusement, celles-ci surviennent généralement en plein conflit (civil ou militaire), ce qui ne facilite guère la pratique de l'autogestion. Ainsi, les Makhnovistes, puis les CNTistes espagnols eurent affaires aux combines douteuses des pouvoirs communistes et fascistes ; deux formes de tyrannie, désormais supplantées par le même capitalisme autoritaire. Depuis cette époque, l'autogestion n'est plus au goût du jour dans les luttes syndicales, les

syndicats (réformistes) eux-mêmes ayant montré leur incapacité à rassembler et à éviter la collaboration avec le patronat. Hormis quelques soubresauts entre 68 et 80, il n'y eut rien. Sauf, peut-être, Lip en 73, les grèves de 95, et surtout la révolte joviale des chômeurs, entre novembre 97 et mai 98.

La Commune de Paris

La France ne connu qu'un véritable soulèvement populaire, du 23 Mars au 18 Mai 1871. En effet, hormis les communes du moyen-âge et les quelques jacqueries violemment réprimées par les seigneurs féodaux, il fallut attendre la période 1789-1793, pour que le pouvoir change de mains, lorsque le régime royal céda sa place aux bourgeois. La révolte de 1848 sera alors la répétition de ce qui aurait pû être un aboutissement anarcho-communiste. Car en 1871, les acteurs de premier plan et autres idéologues appartiennent alors à 3 principaux courants révolutionnaires : le blanquisme (Blanqui), le proudhonisme (Proudhon) et le jacobinisme (Courbet), mais l'on y rencontre également des individuEs "moins reconnus" (Bakounine) ou sans idéologie prédéfinie et fixe (Louise Michel), ainsi que des loges

maçonniques, des militaires de retour d'Algérie, des bourgeois, et surtout les ouvriers et les précaires. La Commune de Paris est proclamée dans un contexte de guerre. L'invasion de la France par les prussiens révèle autant d'ardeur patriotique que de volonté pacifiste dans la population parisienne, qui se soulève contre le gouvernement et contre l'envahisseur. Au cœur de tant de pressions, un programme politique émerge. Il est orienté sur plusieurs luttes : anticléricalisme et laïcité, développement de la culture et de l'éducation (laïque), de l'égalité, l'abolition de l'armée et la fraternisation avec tous les peuples... L'organisation des fédérés implique des communes fondées sur l'autonomie et le fédéralisme grâce à une décentralisation administrative. Il s'avère cependant difficile de mettre en place une alternative en plein conflit. Malgré des initiatives politiques intéressantes et mises en pratique spontanément (dont la mémorable dégringolade de la colonne Vendôme, l'interdiction du port de la soutane...), les communards avaient quelques points faibles, comme la défense et l'organisation militaire. Car si la population était prête à la guérilla de rues (barricades, embuscades...), elle n'envisageait aucune stratégie militaire face à l'armée. L'état saura en profiter. La terrible répression qui suivit en témoigne : exécutions sommaires, condamnations à mort, ou pire, au bagne.

Heureusement, la déportation à Cayenne ne viendra pas à bout de tous les communards. D'ailleurs, certains militants rentrant du bagne, imaginèrent un projet syndicaliste "révolutionnaire" : *les Bourses du Travail*.

Les Bourses du Travail

En 1887, année d'ouverture des premières Bourses du Travail (à Paris et Nîmes), on comptait 250 000 syndiqués, travaillant pour la plupart dans des petites entreprises. En effet, à part le secteur des mines et du textile, la France était encore essentiellement un pays rural et la durée quotidienne du travail était de 14 h. La culture ouvrière était issue des corporations de métier et les militants syndicaux des anarcho-syndicalistes. Les Bourses se sont donc construites avec les principes de renouvellement des mandats (rotation des tâches) et d'indépendance vis-à-vis des partis politiques. Financièrement, elles fonctionnaient grâce aux cotisations syndicales et surtout avec des subventions communales.

A côté de la structure verticale des syndicats de métier (défense des travailleurs d'un même métier), les Bourses du Travail assuraient avec les Unions Locales des syndicats un rôle horizontal : entraide locale interprofessionnelle, formation générale, antimilitarisme (1914), etc. Quand leurs moyens humains et financiers le permettaient, elles remplissaient les fonctions suivantes :

- *Service de placement gratuit* pour les ouvriers syndiqués, servant à contrer les services d'embauche patronaux, qui eux, étaient payants.
- *Secours chômage*, un soutien financier (prélevé sur les cotisations syndicales) destinés aux syndicalistes licenciés.
- *Le sou du soldat*, un petit pécule destiné aux syndicalistes incorporés.

Déclaration de la Commune au peuple français

"Que désire Paris ? (...) l'autonomie absolue de la Commune tendue à toutes les localités de France (...) dont les limites sont le droit d'autonomie égale pour toutes les autres communes adhérents au contrat dont l'association assure l'unité française."

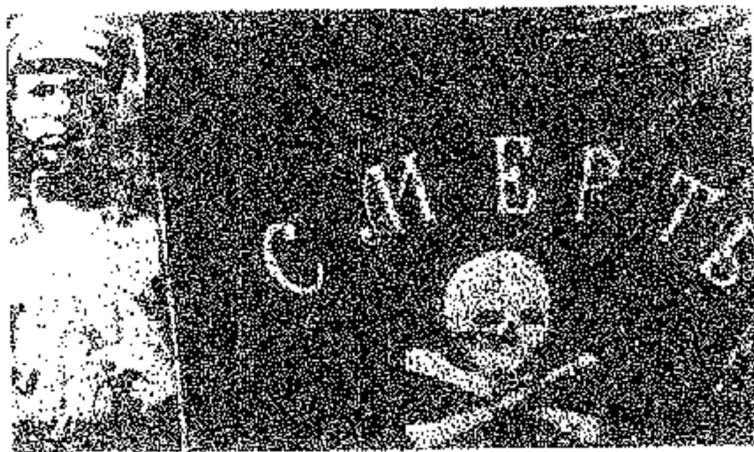
· *Services médicaux*, car la Sécu à cette époque...

· *Viatique*, pour les "trimardeurs" syndiqués (ouvriers du bâtiment itinérants), l'hébergement et le repas étaient offerts.

· *Etudes statistiques de placement*, réalisées par les Bourses pour informer les ouvriers sur la situation économique et sociale locale.

· *Service d'enseignement*, allant des cours de perfectionnement, aux débats, conférences, bibliothèques...

Après les années 30, les Bourses du Travail serviront essentiellement de locaux pour les syndicats réformistes, ainsi qu'à la formation de leurs permanents...



Anarchisme en Russie

& les communes libres des makhnovistes en Ukraine

L'apparition des premiers mouvements d'autogestion et de conseils (ou soviets) ouvriers remontent à 1905. C'est en Russie que se développe ce mouvement, grâce aux anarchistes, dont notamment Voline. Les soviets avaient vu le jour lors de grèves générales et spontanées dans les usines de St Petersburg. Ils finirent contrôlés par les bolcheviques qui imposèrent par leur intermédiaire la dictature du prolétariat. Des libertaires s'élevèrent pourtant contre la mainmise de Lénine et Trotsky sur la Révolution d'Octobre. A partir de 1905, en Ukraine dans le village de Goulai Polé, un

certain Nestor Ivanovitch Makhno (1889-1935) travaille dans la fonderie, participe aux activités d'une troupe de théâtre amateur, et rejoint les anarchistes-communistes dans leurs luttes syndicales. Il participe aussi à diverses actions antifascistes, lorsque, par exemple, avec l'*Union des Laboureurs Pauvres*, il s'oppose à l'*Union des Russes Véritables*, amateurs de pogroms. C'est dans ces combats au quotidien, mais aussi durant son emprisonnement, entre 1910 et 1917, où il rencontre d'ailleurs Archinov, que Makhno va développer ses idées de l'anarcho-communisme. Celles-là même qu'il confrontera aux pratiques bureaucratiques et totalitaires des soviets de 1917 jusqu'en 1921 en Ukraine, avec à ses côtés dans la révolte, près de 2 millions d'hommes et de femmes entre le Don et le Dniepr. Les communes libres makhnovistes s'organisèrent et prirent comme première décision de : *désarmer les propriétaires, abolir les privilèges, appliquer le premier décret sur la terre*. Les décrets officiels et les actes de propriétés furent alors brûlés. Les anarchistes procédèrent à la redistribution des biens.

Les communes démarrèrent. La participation y est volontaire, et les paysans se regroupent en familles ou par affinités. L'éducation devra y jouer un rôle important, et il est décidé que l'ancien système doit être remplacé par celui des écoles libertaires de Francisco Ferrer. Makhno souhaite développer par le biais des soviets libres et des communes libres, une société "*sans maîtres ni esclaves, sans riches ni pauvres*" et il l'exprime ainsi : "*Nous qui sommes les enfants de cette révolution, et les enfants des peuples laborieux, nous allons créer notre destin ici, dans nos villages et nos hameaux. Nous élaborerons une solution qui ne soit pas porteuse d'humiliation mais de responsabilité. Que ces communes paysannes, les unions libres des ouvriers*

des villes préfigurent de véritables communautés de travail. Nous passant des commissaires et autres pouvoirs exceptionnels, nous devons juste renforcer la conscience de notre démarche et l'appliquer avec force à tous les domaines de notre vie." Ainsi de 1919 à 1921, les makhnovistes réussirent à maintenir des communes libres malgré les conflits qui les opposèrent à plusieurs ennemis : les troupes allemandes, puis celles des russes blancs et enfin l'Armée Rouge, dirigée d'une main de traître par le bon vieux Léon Trotsky. Ils/elles furent donc utilisés puis liquidés. Ceci n'est pas un cas unique dans le cadre de révolutions, les staliniens feront de même avec les CNTistes espagnols en 36. L'histoire n'est qu'un éternel recommencement ?



Mexique 1867-1869

Le Mexique est un pays "neuf", du moins au niveau de l'indépendance, qu'il acquit définitivement en 1821. Cependant, en 1999, la tyrannie demeure de rigueur et continue d'asservir les paysans et les indiens. Ce qui eut pour effet de mobiliser les opprimés dans des révoltes et des guérillas qui se poursuivent toujours avec l'EZLN. Mais revenons vers 1867, où, grâce à l'influence de deux anarchistes grecs venus au Mexique pour alphabétiser les populations paysannes (et bien sûr, répandre les idées révolutionnaires), un paysan de la région de Texacoco, Julio Lopez Chavez rédigea un manifeste appelant à l'action directe contre les propriétaires terriens, qui contrôlaient la terre et les paysans. Imprégné des idéaux libertaires, Chavez dressa une guérilla qui rassemblait près de 1500 hommes. Ceux-ci instaurèrent un climat révolutionnaire et insurrectionnel, malgré la terrible répression du

gouvernement Juarez. Les insurgés furent finalement vaincus à la suite d'après combats entre mars et septembre 1869. Capturé par les troupes fédérales de Juarez, Lopez finit fusillé. Quelques années plus tard, en 1910, éclatera une autre révolution, mais cette fois à l'échelon national. Ce fut un conflit civil meurtrier où se distinguèrent les troupes rebelles, qui elles aussi, finiront écrasées par les troupes fédérales en 1920. Et seul un indien, Emiliano Zapata développa des théories inspirées de la communalité et pratiqua une réforme agraire dans la région de Morelos. Mais Emiliano Zapata, (avant d'être assassiné en avril 1919), dû aussi se battre pour que les paysans puissent développer des villages libres, en les ralliant au cri de "*Tierra y Libertad*". Cri qui résonne encore, car il est certain que le combat zapatiste n'a jamais cessé. D'ailleurs, les ombres cagoulées du Chiapas nous le rappellent très bien, avec leurs propres zones autonomes temporaires (le recours à l'internet, et l'organisation des Intergalactiques et la revendication/application de la communalité).

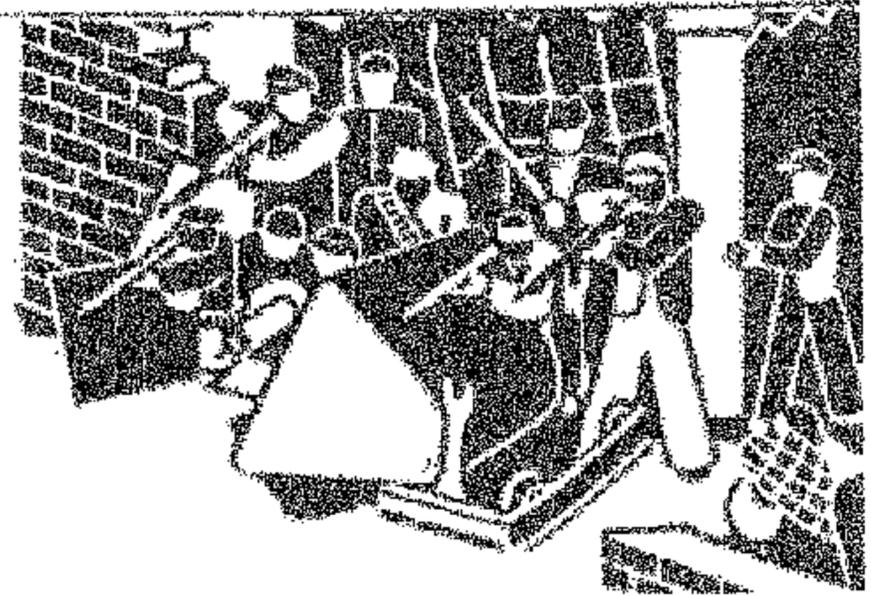


Italie

1914-1919

En Italie, le prolétariat commence à s'organiser et à se soulever dans les usines, comme en 1914 à Ancone, où les anarchistes sont déjà présents. En 1916, la Fédération Italienne des Ouvriers de la Métallurgie obtient une convention instituant l'élection de "commissions internes" au sein de chaque entreprise, qui n'ont d'autre vocation que de devenir des conseils d'usines autogestionnaires. Et en 1917, avec l'impulsion des soviets de Russie, un soulèvement a lieu à Turin. Bref et aussitôt réprimé par la bourgeoisie il se solde par 500 morts, 2000 blessés, sans

oublier des arrestations et des déportations massives. Les ouvriers métallurgistes se soulèveront une nouvelle fois en 1920 pour occuper les usines et parfois les défendre par les armes. Sans succès. Et comme en Allemagne, l'échec de l'autogestion déboucha sur le succès de la tyrannie, et l'avènement du fascisme grâce au soutien des syndicats corporatistes et de ses milices.



Allemagne, 1919

Au lendemain de la Première Guerre Mondiale, l'Allemagne, vaincue, connaît de nombreux troubles qui ont émergé dès 1917, après le renversement du Tsar. L'année 1918 voit donc l'apparition des premiers conseils ouvriers ; début novembre les marins de Kiel se mutinent et forment un conseil de soldats, les soldats de Hambourg et Brême font de même. Cologne, Hanovre et d'autres villes connaissent la fièvre révolutionnaire. Le 9 novembre Guillaume II abdique et les sociaux-démocrates, écartant les spartakistes, prennent le pouvoir en créant un "conseil des commissaires du peuple". La plupart des conseils de soldats décident de soutenir ce gouvernement. En décembre les spartakistes manifestent et rassemblent plus de 150 000 personnes à chaque fois. Les grèves sont interdites et réprimées dans le sang. En réponse à la trahison des sociaux-démocrates qui forment des milices, est créé le 1er janvier 1919, le parti communiste allemand largement composés de membres de *la ligue Spartakus*. Noske obtient les pleins pouvoirs pour balayer la révolution. A partir du 5 janvier, spartakistes et anarchistes vont être à l'origine d'affrontements de rues durant plus d'une

semaine. Pendant ce temps les réformistes qui tiennent les usines, organisent la défense de l'état bourgeois. Ce qui permet aux armées régulières de reprendre le contrôle des rues. Le 14 janvier la lutte armée cesse à Berlin. Le lendemain, les Spartakistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés sur l'ordre du social-démocrate Noske. Des exécutions massives suivront. Ceci ne signifie pourtant pas que toute résistance est anéantie dans le pays. En Hongrie, le 21 mars 1919 est déclarée la commune de Budapest. Ceci redonne peut-être espoir aux insurgés allemands, et à Munich, dans la nuit du 7 avril 1919, à l'initiative des ouvriers du conseil d'Augsbourg, le conseil central, appuyé par la garnison des communes, déclare la *République des Conseils de Bavière*. Un avis est apposé dans les villes, et le lendemain, le gouvernement s'est enfui, "*Munich est aux mains des révolutionnaires*". Quelques anarchistes, dont le poète Erich Mühsam font partie de ces conseils ouvriers sous large influence bolchevique. Un gouvernement est alors formé et Gustav Landauer, le ministre de la culture, propose un système d'école libre et de théâtre du peuple. Mais dans l'ouvrage

"L'Ukraine de Makhno et l'Espagne anarchiste étaient conçues pour durer, et malgré les exigences d'une guerre continuelle, elles furent dans une certaine mesure, des réussites non qu'elles durèrent "longtemps", mais elles furent organisées avec succès et, sans agression extérieure, elles auraient pu se maintenir."

Hakim Bey - TAZ

d'Hakim Bey, TAZ, on note que "le soutien au Soviet resta confiné aux travailleurs les plus pauvres, aux banlieues bohémiennes de Munich et à des groupes comme les WanderVogel (le mouvement néo-romantique de la jeunesse), les juifs radicaux (comme Buber), les Expressionistes et autres marginaux". Et tout comme le conseil de Berlin, celui de Munich ne perdurera pas, lui aussi réprimé dans le sang par l'armée et les milices fascistes, le 13 avril. Une fois l'insurrection matée, ses "meneurs" liquidés, les corps-francs et autres sociétés occultes aryennes (comme la Thulé Gesellschaft) purent préparer le terrain pour l'élection d'Adolf Hitler.

Espagne CNTiste 1936-1937



Dans l'Espagne déchirée par la guerre civile, avec comme mot d'ordre ; *No Pasaran !*, les anarchistes de la CNT et de la FAI devront menés de violents combats face aux franquistes et aux milices communistes. Mais les victoires anarchistes permettent, le 19 juillet 1936, la mise en place "spontanée" de l'autogestion tant au niveau industriel qu'agricole. La collectivisation concerne alors près de 2 millions de personnes dans les régions défendues par les anarchistes. L'autogestion fonctionnera relativement bien durant près de 3 ans (jusqu'en 1939). Malgré tout, diverses compromissions, dont la participation d'anarchistes à un gouvernement républicain, viendront troubler le bon fonctionnement de la collectivisation. Dès 1937, des affrontements sanglants entre anarchistes et communistes (staliniens) seront à l'origine de tensions croissantes, et la production des biens, autogérée, terminera progressivement sous le contrôle du gouvernement républicain, qui



finira lui-même sous le contrôle de Franco, etc.

Des tentatives autogestionnaires en France : 1960-1975

De 1968 à 1980, en France, les révoltes étudiantes et ouvrières, également récupérées par des syndicats réformistes (CGT) et des partis "progressistes" (PCF), ne permirent pas l'autogestion généralisée qu'envisageait Vaneigem et d'autres situationnistes à cette époque. Ensuite, la vague rose plongea les rêves sociaux dans des cauchemars capitaux. A part quelques actions mémorables de la GÉGÉTÉ dans les bassins miniers, on notera l'occupation de l'usine Lip en 1973 (à partir du 17 avril) à Besançon où 1280 salariés s'opposent à la liquidation de l'entreprise. A l'initiative de syndiqués, dont ceux de la CFDT (non, non, ce n'est pas une erreur, à l'époque ce syndicat n'était pas subventionné par Vivendi et revendiquait l'autogestion), l'usine devient autogérée. Malgré la liquidation judiciaire ordonnée le 31 juillet 1973, les ouvriers tiennent bon. Ceci leur vaudra quelques affrontements avec la police qui fait évacuer l'usine à la mi-août. L'usine sera reprise par plusieurs PDGs successifs.



10 Millions de Grévistes FRANCE 1968

"Lorsque Séguy, patron de la CGT ¹, déclarait en mai 1968 : "L'autogestion, c'est une formule creuse" (le slogan sera repris

par tous les bureaucrates) tout le monde peut voir qu'il a été *obligé* de prendre position sur une question dont il aurait préféré ne pas parler. Il est obligé, parce que l'autogestion est, si on peut dire, dans l'air.

Les étudiants révolutionnaires, en demarrant le combat, avaient lié l'action directe (barricades et occupation des facultés) à la revendication d'une prise directe sur leur travail (des occupations on passait à la demande d'autogestion des facultés par ceux qui y travaillaient). En faisant cela, ils reprenaient les tactiques et le mot d'ordre qu'avaient eu les travailleurs voilà pas mal d'années, et qui avaient été oubliés par beaucoup.

Mais le mouvement de démocratie directe s'était prolongé chez les travailleurs aussi même s'il a été moins net. Pour l'action directe, c'est assez net : "le pouvoir est dans la rue. A bas l'Etat policier" n'était pas crié que par des étudiants (Pompidou répondait : "il n'appartient pas à la rue de dicter la conduite de l'Etat"). Les occupations d'usines avaient été faites au départ contre la volonté de l'appareil syndical, et elles avaient souvent été organisées par l'intermédiaire d'un comité unitaire (regroupement syndiqués et "morgansés") sur le lieu de travail.

Cela était assez général ; mais il y avait des faits isolés aussi importants qui faisaient de la grève, une arme active, et non passive : dans l'imprimerie, des linoes faisaient sauter certains titres de *l'Aurore* et sabotaient la mise en page ; des rotatives refusaient de tirer *La Nation*, le journal de l'U.N.R. ; à la S.N.E.C.M.A. (aviation), la cantine continuait à marcher sous la responsabilité du comité ; le même conflit fournissait aux grévistes, en échange de chèques, de l'argent liquide pris sur la caisse ; les agriculteurs de Marmande, devant la mévente de leurs pommes de terre, les envoyaient à leurs frais à Paris, gare Saint-Lazare, pour être distribués gratuitement à

tous les grévistes qui se présentaient.

Ainsi, l'ampleur et la dureté de la grève, qui désorganisait l'économie capitaliste sur laquelle tous vivaient, obligeait certains travailleurs à s'organiser, par solidarité, sur des bases différentes. En le faisant, ils s'attaquaient à la presse telle qu'elle existe, c'est-à-dire contrôlée par la classe dirigeante ; à l'organisation des entreprises ; à la distribution des produits alimentaires faussés au profit de cette même classe.

Ainsi les travailleurs commençaient à dépasser le contrôle de chacune de leur usine, pour affronter les problèmes de la production dans son ensemble, et ceux posés par le contrôle global de cette production.

Ce phénomène de dépassement de la simple occupation d'usine, vers une organisation de la vie économique en partant de la base, c'est l'Autogestion. Les travailleurs montrent ainsi qu'ils sont capables de remplacer le système capitaliste *qu'eux seuls font marcher*.

Il ne s'agit pas de dépassement de la simple gestion de chaque entreprise, mais du contenu général de l'économie : ce qui entraîne la suppression de l'économie de marché et de la hiérarchisation sociale. Et c'est précisément la permanence d'une économie de marché et le maintien d'un Etat qui caractérise les autogestions "accordées" ou "tolérées" par des classes dirigeantes.

Mais accorder l'autogestion de leur part, n'est-ce pas une part de faiblesse ?

¹ Séguéy était Secrétaire Général de la CGT et membre du Comité Central du PCF - ffp

Extrait de "*Autogestion, Etat, Révolution*", par le Groupe Noir et Rouge, Editions du Cercle - Editions de la Tête de Feuilles, Paris 1972.



1970 - 1990, le mouvement autonome

En Italie

(*Azione Rivoluzionaria...*),

ainsi qu'en Allemagne (les *Mescaleros*, les *NAPAP*,...), puis en France (*GARI*,...), la lutte se radicalise face aux magouilles patronales et à l'inactivité des syndicats ramolis. Des groupes autonomes affiliés à des chapelles léninistes, marxisantes ou anarcho-liberto-révolto-écolo se mobilisent et se manifestent, souvent massivement, et violemment. Des squatts sont ouverts, des rues sont nettoyées, des cocktails lancés, des "ennemis" exécutés, le mouvement infiltré... Leur moyen d'existence (ou de survivance) était peut-être voué à l'échec dès le départ, quoi qu'il en soit, ces "totos" et leur descendance constituent toujours une source inépuisable d'admiration béate et quasi-initiatique pour les anarchistes du monde entier. Nostalgie, quand tu nous tient ...

ABCD de la révolution

A) Le but du sabotage et du détournement, pratiqués individuellement ou collectivement, est de déclencher la grève sauvage.

B) Toute grève sauvage doit devenir occupation d'usine.

C) Toute usine occupée doit être détournée et mise immédiatement au service des révolutionnaires.

D) En élisant des délégués - révocables à chaque instant, chargés d'enregistrer ses décisions et de les faire appliquer - l'assemblée des grévistes jette les bases d'une organisation sociale radicalement nouvelle : la société d'autogestion généralisée.

Ratgeb - de la grève sauvage à l'autogestion généralisée - 1974

PAS BESOIN D'ANPE POUR TROUVER UNE OCCUPATION MOUVEMENT DES CHÔMEURS 97/98

A partir de Novembre 1997, sur l'ensemble de la France, les chômeurEs et précaires se mobilisèrent pour protester contre leur statut avilissant, mais surtout pour contribuer à améliorer les conditions de vie individuelles et collectives. Au départ "guidés" par les syndicats et groupes réformistes du genre CGT, AC!, SUD, APEIS, DAL, LCR, VDT, les chômeurs et précaires finirent par s'auto-organiser et par s'auto-gérer, souvent avec le soutien actif de groupes ou individuEs libertaires. En effet, ce sont les assemblées générales souveraines et la démocratie directe qui finirent par supplanter les traditionnels "*une orga, une voix*". Le mouvement des chômeurEs a prouvé que les précaires étaient spontanément capables et prêts à s'organiser en dehors des structures déjà existantes. Que leurs revendications pouvaient parfois aboutir (transports gratuits dans la région PACA, Maison des Ensembles à Mulhouse, etc.). Et que sur le long terme, ils demeureraient actifs et vigilants, participant activement à la diffusion et à l'application de concepts socialement subversifs à l'aube du 3ème millénaire : solidarité, partage, joie de vivre, remise en cause radicale du travail et du profit en général...

Narguant et défiant les autorités durant plusieurs mois, les chômeurs et précaires ont massivement pratiqué l'action directe sous ses formes les plus variées, et surtout avec beaucoup d'originalité :

• réquisition des moyens de transports : métro, train, et bus utilisés gratuitement

• action sur l'énergie : occupations des locaux EDF/GDF, Vivendi.

• manifs : allant des habituelles "traîne-savattes" aux joyeux happenings.

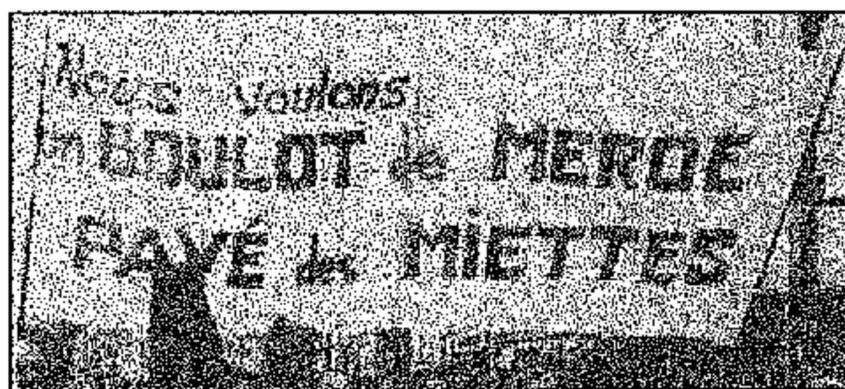
• libre service en grandes surfaces (ou auto-réduction) : en clair pillage de magasins ou "cash-converters". Mais a plusieurs

reprises, des orgas comme AC! ont négocié au préalable le "libre-service" avec les directeurs des hypermarchés (Leclerc, Carrefour...). Les membres d'AC! avait donc le droit de "dévaliser" les rayons pour une somme allant de 2 à 3000 frs.

• occupations de locaux publics et privés : antennes de la Bourse, CCI, CNPF (désormais nommé MEDEF), DDTE, OPAC, ANPE, ASSEDIC, CAF, CCAS, RATP, CGFTE, partis politiques (PS notamment)...

• occupations de locaux vides : pour installer des maisons des ensembles, de la solidarité, des chômeurEs, des bourses du travail... ou pour se loger.

MAISONS DES ENSEMBLES : en France, plusieurs "Maisons des Ensembles" existent, grâce à l'occupation de locaux vides par diverses associations. Celle de Paris par exemple, est antérieure au mouvement des chômeurs alors que celle de Mulhouse provient d'une occupation de chômeurs en 98. A Nancy, les chômeurs ont également tenté d'occuper une maison vide, rue du Docteur Schmit. Ils en furent expulsés au bout de 3 semaines. Le fonctionnement de la Maison de Nancy était largement basé sur celui des "Bourses du Travail" de Pellouvier qui se développèrent en France au début du siècle.



Pourquoi et comment se déroulent les occupations

Les occupations de lieux publics ou privés, (mouvements des sans-papierEs et des chômeurEs) s'avèrent très efficaces pour plusieurs raisons. L'occupation du lieu de travail par les grévistes (étudiantEs ou travailleurEs) peut avoir pour objectif final

l'autogestion de la fac ou de l'usine (comme ce fut le cas chez Lip). Mais une occupation temporaire c'est aussi un camouflet pour la machine étatique qui se trouve alors face à plusieurs solutions : décrédibiliser et minimiser le mouvement d'occupation par la presse, laisser pourrir le mouvement, recourir à la milice pour évincer les occupantEs à coups de matraques, et ainsi intimider, déstabiliser et choquer un certain nombre de personnes.

Il ne faut donc pas perdre de vue une chose : le nombre et la détermination des participantEs peut remettre en cause toute une action bien préparée et mise en place. L'expérience a aussi prouvé qu'une trentaine de personnes pouvaient tenir des locaux publics ou privés durant plusieurs jours (lors du mouvement des chômeurEs en janvier 98, ou lors de diverses grèves en entreprises)). Dans un autre registre, 14 guérilleros péruviens du MRTA ont retenus en otages près de 400 hommes d'affaires et politiciens lors de la prise de l'Ambassade du Japon à Lima de décembre 96 à avril 97.

Quelques points essentiels à ne pas négliger pour mener à bien une occupation :

- Les Assemblées Générales sont souveraines, chacun peut y participer librement. Préférer, autant que possible, le consensus plutôt que le vote.
- Les infiltrations par les RG, flics en civils ou balances, et les délations de collabos sont inévitables. Essayez d'identifier (avec certitude) la flicaille. N'excluez personne et ne sombrez pas dans la paranoïa.
- Les actions et opérations d'occupation sont décidées lors des AG,
- La préparation des actions est effectuée par un comité restreint de 3-5 volontairEs (maximum) et approuvés par l'AG, qui en aura tracé les grandes lignes au préalable.
- Un repérage préalable des lieux à occuper (extérieur et intérieur si possible) est nécessaire.
- Faire attention aux caméras de surveillance, et aussi à celles de la TV, aux journaux photographes... dont les clichés atterrissent parfois dans les archives de la police.
- Lors de l'occupation d'une entreprise publique ou privée, pour détendre l'atmosphère de "classe", établir des contacts (même discrets) avec les salariéEs les moins zélés, et éviter les cadres, les patrons et les petits chefs
- Recycler utile : pratiquer intensivement le détournement et le sabotage (WC d'un McDollars bouché par du ciment à prise rapide, ordinateurs reformatés et contaminés par des virus, utilisation des photocopieuses jusqu'à leur agonie, etc, lors du mouvement des chômeurs en 98).
- Il faut toujours penser à l'arrivée de la police et en informer la presse, qui doit, si possible, être présente au moment de l'évacuation, généralement inévitable.
- Lorsqu'un huissier vient vous signifier votre assignation en référé, ne donnez aucun nom ni papiers d'identification, sinon ceux de Jacques Chirac, Bruno Mégret, ou Alain Madelin, ou n'importe qui d'autre. Vous

- pourrez gagner du temps, mais pas empêcher l'intervention des forces de l'ordre.
- Si l'occupation se prolonge, le fonctionnement de l'endroit réquisitionné deviendra uniquement autogestionnaire, sinon un petit groupe risque d'en prendre le contrôle.
- mais surtout, il ne faut jamais oublier que quitter les lieux discrètement et soudainement pour réapparaître dans d'autres endroits inattendus sur de brèves périodes, peut également déstabiliser les forces répressives, et s'avérer moins pénible que des occupations longues.

CHÔMEURS HEUREUX

Mais le Chômage Heureux ne représente pas pour autant une nouvelle utopie. Utopie veut dire "lieu qui n'existe pas". L'utopiste dresse au millimètre les plans d'une construction supposée idéale, et attend que le monde vienne se couler dans ce moule. Le Chômeur Heureux lui, serait plutôt un "topiste", il bricole et expérimente à partir de lieux et d'objets qui sont à portée de main. Il ne construit pas de système, mais cherche toutes les occasions et possibilité d'améliorer son environnement."

extrait du rapport
d'inactivité #1 des
Chômeurs Heureux
Berlinois, 1996.

A Antenne
NANCY-Commanderie

Bonjour, il est 11h15

ATTENTION,

Numéro d'appel et box
attribués en fonction
du motif de votre visite.

041

la continuité et la diversité des expériences communautaires et leur aspect de lutte à contre-courant

La Vague COMMUNAUTAIRE DES SEVENTIES

Dans les années 60-70, les communautés hippies aussi recherchaient le retour à la terre. Leurs habitantEs, généralement issus des grands centres urbains, partaient au vert, en quête de dépaysement, de calme, de simplicité. Dans l'ensemble, les hippies rejetaient le modernisme et la technologie avec presque autant de vigueur que les primitivistes. Comme les mouvances punkoïdes et technoïdes actuellement, la culture hippie se rattache à un courant musical festif et planant ainsi qu'à certaines revendications d'autonomie. Néanmoins, il semble que les communautés idéales des années 70 ne dépassaient pas les deux ans. Principalement axées sur l'amour libre, la défonce et des tentatives de pratiques agricoles, avec leur inévitables gourous (comme la secte du *Patriarche*, Julien Engelmajer), routards illuminés et toutes sortes d'urbanophobes, les communautés hippies issues du flower power auront néanmoins développé en France, la résistance contre l'implantation de l'armée dans le Larzac, et également contre le nucléaire. Les babas, pour la plupart disperséEs dans les régions tranquilles



(Ardèche, Gard, Ariège...), ont, au mieux, fondé des familles, retapé des fermes, élevé des animaux, cultivé du cannabis, et continué de militer activement dans des associations écolos, paysannes, etc, et au pire, sont devenus des Serge July ou des Cohn-Bendit... Mais bon, les expériences autogérées d'il y a 30 ans, ne sont pas toutes éteintes, et certaines ont même des vocations publiques et sociales non négligeables (soutien aux tox, sidéens, femmes battues, écologie, commerce équitable,...).

Nous ne développerons pas à proprement parlé les communautés "hippies" dans ce numéro, mais vous trouverez des infos sur le sujet dans le bouquin "*L'Aventure Hippie*" qui comprend également une importante bibliographie concernant la période 60/70. Il nous a cependant semblé intéressant de traiter de l'expérience sur la gratuité des **Diggers** (USA), de la communauté de **Christiania** qui existe depuis 1971 (Danemark), de la zone d'autonomie temporaire que constitua le **Bunker** (Suisse) et de **Longo Mai** créée en 1973 dans les montagnes de Haute-Provence.

qu'ils transformèrent en dortoirs gratuits. Il y eut aussi la *free clinic*, pour celles/ceux qui abusent d'alcool, d'héro, de coke, qui tripent à l'envers, ou qui ont tout simplement besoin de réconfort,... Les Diggers organise donc la libération des biens grâce à la récupération, au recyclage et à la transformation. Ils éditent même un journal gratuit, le *Diggers Papers*, où l'on pouvait trouver l'écho de leur réflexion : "*la société occidentale s'est autodétruite. La culture s'est éteinte. La politique est aussi morte que la culture dont elle était le pilier. Nous sommes les premières étincelles d'une énorme explosion qui va prendre des proportions universelles.*" Largement écolos, les Diggers réagirent à l'invasion du Haight-Ashbury par les

véhicules polluants des touristes et en avril 67, ils ferment un quartier de Haight Street à la circulation automobile. Cette fête de rue s'acheva avec la venue des flics en soirée et une douzaine d'arrestations.

Printemps 68

Les Diggers changent de nom et deviennent alors le **Free City Collective**, publie le journal *Free City News*, ainsi qu'un manifeste où ils appellent à la constitution d'une coalition de *free families*, visant à la mise en commun des biens et ressources, de manière à constituer un réseau d'auto-subsistance pouvant soutenir un "*effort révolutionnaire prolongé*". Dans cette optique FCC pris alors contact avec l'AIM et les Black Panthers, ainsi que les groupes latinos et chinois. Dans le cadre d'action de résistance à l'oppression policière, le FCC organisa une occupation prolongée de 3 mois des marches du City Hall, en lisant des poèmes, des textes et en distribuant leur journal, tout en pratiquant le happening au quotidien. Ils ripostèrent ensuite à l'électoralisme avec une *Free City Convention*, parodie de la Convention Démocrate qui se tenait à ce moment là, avec comme slogan "*Une voix pour moi est une voix pour vous*". Ces dernières actions ne permirent pas de mettre en place définitivement GRATUIT, et bon nombre d'ex-Diggers n'abandonnant pas leurs convictions se tournèrent vers la lutte écologique.





Le Living Theatre (1951-1970)

Juillet 1968, le festival de théâtre d'Avignon est secoué par une "bombe". Une des troupes programmées quitte le cadre du festival parce qu'elle demande à ce que son spectacle soit gratuit. Ses membres seront expulsés de la ville par les forces de l'ordre. Cette troupe est celle par qui le scandale arrive. Elle a pour nom *Living Theatre*. Evoluant autour des personnalités fortes de ses fondateurs *Judith Malina* et *Julian Beck*, les 32 membres permanents de la troupe développent la subversion au quotidien : vie communautaire, décisions et création communes, gratuité des "spectacles", amour libre, etc. Les représentations de leurs propres pièces (*Paradise Now*) ou adaptation (*Antigone*, *Frankenstein*) se caractérisent par le jeu des protagonistes, qui tient du happening ou du théâtre de guérilla (dont l'objectif est la remise en cause totale du système de domination). Au cours de ces manifestations silencieuses, immobiles, agitées ou même violentes et bruyantes, le Living s'offre avec impudeur à un public souvent heurté par aussi peu de retenue. Chaque spectateur devient acteur et repart trouble par cette exaltation libératrice. Ces

improvisations théâtrales, liées au concept révolutionnaire du Living, proviennent aussi de la réflexion et des expériences individuelles et collectives des membres de la troupe. Le Living cherche réellement à interpeller le public, à communiquer des émotions fortes aux spectateurs et à les investir dans son concept théâtral de l'existence grâce à la participation active. Manifestement, le public n'a pas suivi. Et le Living, épuisé, s'en est allé, tout comme Julian Beck, en 1985.

Le Bunker, Zurich 1970-1971

En juin 1968, à Zurich, près de 2000 jeunes, à l'initiative des militants du EASS (Travailleurs, Etudiants et Collégiens Progressistes) obtiennent de la municipalité les locaux vides d'un centre commercial, le *Globus*. L'endroit sera un "espace autogéré pour la jeunesse, lieu de rencontre à but culturel et politique." Mais la municipalité voyant d'un mauvais œil l'activité de ces jeunes, et craignant peut-être que tout cela ne débouche sur un mouvement "à la française", envoie les flics (plus de 700 !) pour déloger tout les quémandeurs de liberté. Bilan de l'évacuation : égale, 50 blessés de chaque côté. L'événement décida les institutions zurichoises à prendre en mains toute cette jeunesse rebelle. Et, au bout de deux ans de réflexions et de recherches sur la meilleure façon de canaliser tout débordement d'énergie, le *Lindenhofbunker*, "un ancien abri de protection civile désaffecté" fin

généreusement mis à la disposition des jeunes par la municipalité (avec en bonus "un appareil de cinéma, une sono et la ventilation". Un conseil administratif et un règlement (alcool interdit, horaires fixes d'ouverture et de fermeture...) furent imposés afin d'éviter toute forme d'autogestion. D'ailleurs, à la base, le Lindenhofbunker n'est qu'une expérience sociologique gérée par la municipalité.

Conscients de cela les groupes **Autonome Linke** et **Focus** distribuent des tracts d'avertissement lors de l'ouverture du Lindenhofbunker le 9 juillet 1970. Après trois mois de tractations et de travaux de rénovation, le lieu fut inauguré de manière festive à partir du 30 octobre 70 et ce pendant 3 journées incessantes où se rendirent près de 8000 personnes.

Voici un descriptif de l'ambiance : *"Pendant les dix premiers jours la pop musique et le haschich en quasi-liberté furent les principaux arguments des nouveaux locaux. Et puis, le premier moment de curiosité passé, un tri s'est fait naturellement parmi les usagers ; la jeunesse bourgeoise intellectuelle et étudiante est devenue très minoritaire. Les conditions matérielles mêmes du Bunker l'ont repoussée. Seul le Lumpen, les dingues du H toujours bourrés, les apprentis, les fugueurs et les rockers sont restés. Malgré le froid, le bruit, le béton dégueulasse, ils ont construit petit à petit leur centre. Malgré la fumée, la saleté, sur les matelas pissieux de la protection civile une solidarité est apparue, née des besoins et des frustrations communes. Jour et nuit, sans adulte, sans contrôle de papiers, sans fric, ce nouvel espace a favorisé l'apparition d'une conscience de groupe."* Ainsi donc, les limites du règlement municipal furent rapidement franchies,

et la rupture avec la jeunesse largement



entamée. L'occupation du Bunker démarrait. L'idéal artistique et politique allait pouvoir être appliqué quotidiennement face aux situations d'urgence : l'autogestion pratique du centre et l'organisation de la riposte contre la répression municipale. Le Bunker, adapta également ses règles de vie par rapport aux pressions internes et externes. Le règlement concernait essentiellement les points suivants : refus d'accepter les moins de 10 ans, limitation de la consommation de haschich (interdit à la vente dans les locaux), et création d'un service d'ordre (composé de Hell's Angels). Pour ce qui est de l'agitation, celle-ci se mettait en place avec le concours d'un groupe pop et d'une troupe de théâtre, L'activité était donc dense au Bunker, et rien qu'en novembre, 60 000 personnes y séjournèrent.

En réponse à cette agitation, le 18 décembre, le conseil administratif de la municipalité lança un ultimatum au Bunker. Toutes les conditions devaient être remplies ou le Bunker serait fermé le 7 janvier. Ses occupants auraient dû se plier à ceci :

- le Bunker devait être fermé à minuit
- les moins de 16 ans devaient être vidés à 20 h. chaque soir
- le comité devait remettre de l'ordre dans les locaux.

Ce à quoi il fut répondu par tract le 28 décembre 70 : **"Le conseil administratif de la ville de Zurich a fait un mauvais trip"** et **"On ne nous videra pas du Bunker"**. Ensuite, les occupants décidèrent de continuer la lutte hors du Bunker, qu'ils n'abandonnèrent qu'en partie. En effet, avant de se répandre dans les rues, la jeunesse zurichoise allaient s'organiser en une utopique *République Autonome du Bunker*.

La constitution de la République Autonome du Bunker (RAB)

élaborée et acceptée par 1300
militants à Zurich, le 1er janvier 1971

1) La RAB se fonde sur la constatation que notre droit à la liberté et à l'autodétermination n'est pas garanti dans la société bourgeoise. Nous ne pouvons nous protéger de l'exploitation et de l'oppression qu'en réalisant de façon autonome de nouvelles formes de vie communes et de travail.

2) Dans la RAB, nous ne voulons pas de société de classes, qui se composent d'exploitants et d'exploités, d'opresseurs et d'opprimés - pas de racisme, ni contre les ouvriers étrangers ni contre d'autres groupes qui montrent par leur apparence extérieure, leurs idées et leurs actions qu'ils ne sont pas d'accord avec la société existante.

3) La RAB a pour but de défendre les intérêts de son peuple en acquérant ou en occupant des centres, des collectifs et des lieux de rencontre (*Unterkünfte*) dans lesquels la jeunesse et le peuple puissent vivre et travailler selon leurs propres idées. Dans le cas d'une éventuelle perte du Lindenhofbunker, elle devra poursuivre son existence dans de nouveaux centres.

4) Le territoire de la RAB comprend au moment de sa fondation le Lindenhofbunker ainsi que tous les centres et collectifs qui s'y joignent.

5) La RAB devra tenter de reconnaître nos besoins communs, c'est-à-dire ceux du peuple, et de les satisfaire. Nous croyons que cela se réalisera le mieux dans des collectifs ou chacun aura les mêmes droits et que nous établiront partout : lieux d'habitat, de travail et de loisirs. Ces collectifs reposent sur l'autogestion du peuple. Nous ne pouvons obtenir cela que si nous nous organisons et non si chacun vit dans son coin.

6) La RAB s'organise grâce à l'assemblée générale et les groupes de base et elle est représentée par le comité élu. L'assemblée générale est convoquée par le comité ou par au moins 50 républicains.



7) Chacun a le droit de venir dans notre République. C'est pourquoi nous n'acceptons ni règlements ni murs qui interdisent à des hommes de se joindre à notre

République et c'est pourquoi nous luttons pour la libération de tous ceux qui sont enfermés.

8) Nous organiserons notre propre défense et soutiendront ceux qui contre leur volonté sont forcés d'entrer dans l'armée d'un quelconque état étranger. Si nous ne voulons pas que notre République ne consiste qu'en un monceau de mots creux, nous devons être prêts à passer des paroles aux actes et à lutter pour notre cause.

9) Nous sommes conscients que pour le moment, nous dépendons matériellement de la Suisse capitaliste et que la majorité d'entre nous est obligé de vendre sa force

de travail aux capitalistes pour assurer sa subsistance. L'expérience nous montre que l'état capitaliste ne permettra jamais que nous menions à bien notre expérience de manière autonome comme il nous l'a promise. C'est pourquoi, nous les républicains, nous nous solidarisons avec tous les exploités sur les lieux de travail et nous luttons pour plus de liberté et d'autonomie dans les entreprises.

10) Finalement nous voulons obtenir que les usines et autres entreprises n'appartiennent plus à quelques capitalistes mais aux travailleurs, que les maisons d'habitations n'appartiennent plus aux spéculateurs mais à leurs habitants. Nous voulons obtenir que tout le peuple profite de la richesse du monde et non plus seulement un petit nombre.

Tout le pouvoir au peuple !

Une fois dans la rue, la RAB constitue un réseau de soutien, auquel se joint sans hésitation un collectif d'artistes, le **Zürcher Manifest**. L'agitation organisée par les "républicains" va alors prendre plusieurs formes, à commencer par le théâtre de rue, les concerts et les fêtes gratuites. Ensuite, en février 71, ils vont effectuer plusieurs teach-in dans un centre commercial souterrain, *Shopville*. Ces assemblées générales ouvertes à tout le monde serviront à grossir les rangs des républicains, et à préparer les actions à venir. A savoir la lutte pour le logement, lorsqu'un groupe d'assurance rachète une zone de quartier, dont la *rue de Venise* (propriété municipale), pour raser le tout et y construire un magnifique building à bureaux. Le groupe de quartier résiste et, il reste 30 personnes à reloger. Les républicains vinrent soutenir



les derniers habitants en occupant avec eux les maisons. Du 6 mars au 14 avril, 5h du matin, ils tinrent bon. Mais ne purent empêcher les bulldozers de tout démolir.

Un 1er Mai agité rassembla plus de 1000 personnes ce qui permit de prolonger le mouvement. La *Heimkampagne* suivit, dès mai 1971, pour la "*démocratisation des maisons de redressement*". Dans ces lieux de rééducation, la jeunesse est resocialisée grâce au travail, ou plutôt grâce à l'exploitation par le travail. Plusieurs jeunes se révolteront suite à la *Heimkampagne* et une plate-forme sera réalisée en mai 1971. De nombreuses évasions de jeunes pupilles auront lieu durant cette période. S'en suivront des manifs et des conférences de presses. Narguant la police pendant 10 jours, les évadés seront finalement repris, et par la même occasion 32 membres du Bunker arrêtés. De même, la lutte des apprentis constitua un point intéressant de la lutte durant ce printemps 71, puisqu'il impliquait de nombreux membres du Bunker. Malheureusement, les arrestations firent le jeu de la police, et la RAB s'essouffait. Définitivement.

Ce mouvement de la RAB, aboutit précisément là où il le désirait implicitement, vers un mouvement politique de masse et surtout de jeunes prolétaires.



La Commune Libre de Christiania

Par-delà la légende d'une des plus anciennes communautés libres, ne perdons pas de vue que Christiania n'est pas uniquement un paradis pour les personnes militantes et créatives, mais une zone libérée qui permet aussi à quelques petits capitaux artistico-intellos de vivre une luxueuse "bohème" et se faire du fric en profitant de jeunes touristes, tout en échappant au fisc. Christiania c'est aussi la résistance des petits commerces (bars, souvenirs et coffeeshops) contre la régularisation de leur situation et les patrouilles des flics qui cherchent à boucler les boutiques. Enfin, le tableau n'est pas si noir, car beaucoup d'habitants ont tout de même conservé leur esprit hospitalier et non conformiste.

En 1971, à Copenhague (Danemark), des squatters, des étudiants, des marginaux, des groupes de minorités, s'installent sur un espace de 22 hectares de casernements et de verdure, 6 mois après le départ de l'armée. Assez rapidement, la plupart des 170 bâtiments sont rénovés, avec des matériaux de fortune trouvés sur place, pendant que s'engage une série de procès pour occupation illégale avec la municipalité de Copenhague. Un public à deux tendances voit le jour à Christiania : les indépendants, revendiquant la révolution culturelle et les organisations politiques prônant le rêve du "Grand Soir". Les "intellectuels" s'approprient en priorité les biens matériels (palissades,...) au profit de la construction d'habitations privées ; ils auront également un rôle prépondérant dans la gestion des "commerces alternatifs" dans

la communauté (bars, échoppes...). Une femme va même arriver à représenter Christiania au parlement danois, non pas



sous l'égide d'un parti, mais d'une liste de groupes : les activistes, les femmes, les homos, les pervers, les enfants, les théâtraux, la liste des fics, etc...

A partir de 1974-75, se pose la réalité de deux catégories : les "sécurisés" et les "sans-abris" ; certains ne se rencontrent d'ailleurs jamais, quand ils ne s'évitent pas tout simplement. Il y a aussi les initiatives humanitaires (comme l'aide aux toxicomanes) - parce que cela tendra à rassurer les bourgeois humanistes du Danemark que Christiania dérange, y compris l'Eglise. Une scission va rapidement émerger à cette époque : ceux qui veulent diriger (trop violents ou trop passifs) freinent ceux qui veulent s'auto-organiser. C'est aussi l'avènement de principes libres non-écrits. Mais paradoxalement se fait aussi sentir une difficulté dans l'accueil des sans-abris, tox... trahie par une attitude typiquement capitaliste. De plus en plus de groupes se concrétisent : les amoureux de la terre, les "politiciens", les excentriques joyeux... A noter que beaucoup de "politiques" résideront à Christiania ont de bons comptes à Copenhague... Les différences se ressentent dans les participations aux activités culturelles. Un des paris de Christiania était de réunir les ivrognes et les philosophes : sorte de réponse à la société danoise qui s'était développée de la manière suivante : augmentation de la classe moyenne et rôle accru de la machine étatique. Son discours était : le capitalisme a besoin de travailleurs diplômés

(ingénieurs, spécialistes...). Mais par chance, l'éducation aide à se révolter : avènement des provos, des hippies, et invention d'un langage propre (musique, arts...). La communauté va être, à ce titre, en son sein et à l'extérieur, un bouillonnement théâtral permanent. Le refus de l'autorité en général est une trame continue, rimant avec l'organisation non-hiérarchique (à la différence de la plupart des syndicats, reflet d'une bourgeoisie de la pensée). Les manifestations régulièrement organisées en ville deviennent marxistes pures et dures, pendant que les communistes s'affairent au pouvoir. Mais, pour survivre moralement, bons nombres de Christianistes se sauvent par l'humour : *"c'est un peu ça notre politique de survie, faire des farces, par les happenings politiques urbains, amener le rire comme une subversion !"*. En fait, beaucoup d'entre eux, même s'ils refusent l'idée de révolution, acceptent l'idée de Christiania : *"nous savons très bien que beaucoup d'habitants sont des petits bourgeois essayant d'aménager leur vie dans la marginalité ; mais, à chacune de nos interventions, nous réussirons à diviser nos adversaires !"*. Malgré les désaccords, les gens s'accrochent à Christiania et certains finissent par y rester, parce qu'ils comprennent mieux une petite société comme celle-là : *"la société anarchiste est certainement, de tous les modèles sociaux celle qui est la plus exigeante pour ses membres : la société libérale où tout est légiféré, encadré, est finalement plus facile à vivre : la tolérance se résume à ignorer son voisin."*

Les Christianistes prennent peu à peu conscience que ce sont les petits groupes qui font avancer les choses (manger ensemble, travailler ensemble), et pas forcément les discussions stériles et interminables.

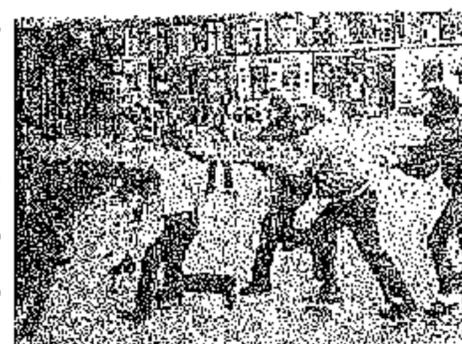


Beaucoup n'y trouvent pas forcément leur "voie", mais à la différence de la ville, dont Christiania est un noyau, les différentes classes sont mélangées. Ailleurs, il leur faudrait changer de quartier, alors qu'à cet endroit, on apprend tous les jours au contact les uns des autres ; une sorte d'antithèse de *"parce que la vie est quelque chose de trop énorme, tragique, merveilleux, et dur à la fois, une continuelle bagarre avec la mort, les gens préfèrent faire des études, se marier, acheter des tas de choses qui les éloignent de la vraie vie, qui aident à oublier."* Les groupements d'artistes

répondront aussi à ce désir de *"faire ensemble"*, parce que l'attitude individualiste de l'artiste dans la société en quête de travail (recherche de galeries d'expo...), renforce la solitude. La communauté s'est créée une série de symboles et représentations accessibles à tous.

Ses habitants osent vivre ce que les autres osent tout juste rêver. L'important aussi sera d'être en *"prise directe avec la vie"* : fabriquer sa chaleur - le fait de rentrer dans une maison chaude que l'on rend soi-même chaude - chercher son eau ; c'est peut-être le seul endroit de Copenhague où l'on peut se salir : *"à l'extérieur, les gens sont si propres, aseptisés, protégés, ils ne veulent plus savoir qu'on vit sur terre, sur la Terre. C'est pourtant ça qui enrichit l'esprit."* Conjointement, l'esprit

"happening" sera un des moteurs de cette société libre, pour apporter plus de vie dans les manifestations politiques, changer le sens des choses, quand ce sont les mêmes qui parlent et les autres qui écoutent, les mêmes qui dirigent et les autres qui suivent. A l'époque, on dit : *"Nous voulons que la vie rende la gauche*





L'Armée de l'Arc-en-Ciel de Christiania

ChacunE de ses membres porte un brassard de couleur suivant son activité.

Rouge : organisateurs à grande échelle, grands travaux.

Orange : vision, propagande, théâtre, affiches, peintures, film, photographie.

Vert : toutes les marchandises, boulangerie, restaurant, magasin, café, potager.

Bleu : poètes, pushers, créateurs de rêves et de bonnes expériences.

Violet : chefs, rois et reines qui ramassent les ordures, nettoient.

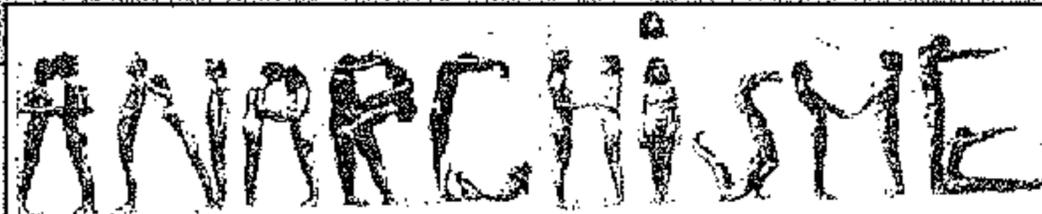
Blanc : les guérisseurs physiques et psychiques.

Noir : les gardiens de l'ordre, ceux qui peuvent empêcher la violence sans agression, samourais et maîtres en karaté.

forte et que ça entraîne les gens qui ne sont pas encore décidés. Nous voulons rendre le mouvement

politique gai et ouvert." Christiania est aussi un endroit composé de multi-cellules-familiales diverses : les enfants y ont une place plus importante qu'ailleurs ; ils participent de très près, sur place, à la vie et aux activités de leurs parents. Si une école a été créée sur place, une autre école officielle peut également les accueillir juste en face de la communauté. Mais la volonté plus forte de vivre ensemble sur place part d'un constat : "on envoie nos enfants tous les matins dans une réserve d'enfants avant de gagner notre propre réserve pour exécuter notre travail quotidien ; on a divisé en mille petits morceaux ce qui devrait vivre ensemble et on ne sait plus les recoller." Christiania est un endroit où tu peux tous faire, si tu veux t'en donner la peine. Il faut être solidaires. Ici, dans la maison, on est en "famille", on travaille ensemble et on se renforce. "On aurait dû commencer à jouer, à construire, en étant enfant, pour devenir doué en étant adulte. Maintenant, on joue à 30 ans. Mais ça n'est pas grave, il faut bien commencer un jour !"

Près de 30 ans après, Christiania est toujours debout, après des passages difficiles, parce que la société danoise a convenu qu'elle était une possibilité de réponse incontournable à un modèle...



discutable. Un des meilleurs exemples est peut-être la reconnaissance - partielle - des minorités groenlandaises, les "parias" des pays nordiques.

A Copenhague, faites-le aussi, immigrez avec le bus n°8, en direction du sud, et franchissez discrètement le porche de bois.

L'An 01, ils l'ont fait



EN 1971, Gébé, dessinateur chez Charlie, avait réalisé une bd interactive avec les lecteurs du journal, l'utopie de l'An 01. Lors de sa publication, le bouquin fit un tel carton, bougea tellement les cortex encore tout embrumés des vapeurs de 68, qu'il sera mis en image. Le film réalisé par Doillon, Resnais, Rouch fut uniquement vécu/joué par des acteurs amateurs (Depardieu, Dewaere, Miou-Miou, Guibet, Coluche, Bouteille, Jugnot, Lhermitte, Prevost, Higelin, Wolinski, Choron, Cabu, Gotlieb, Cavana, etc., étaient de la partie !). Projet révolutionnaire et démesuré, le film devait être "projeté partout : en salles de toutes sortes, sous préaux, en ateliers, en amphis, en classes, en couloirs, en caves, en greniers, à

domicile, à l'Opéra on verra." Il sortira en 1973, et en 18 semaines sera vu par 120 000 spectateurs. Depuis des vidéos de l'An 01 circulent, des projections plus ou moins officielles ont lieu dans des FACs, des salles privées, des lieux autogérés, l'utopie reprend la route... et vous la croiserez bientôt !

Longo Maï, les rumeurs ont la vie dure

Voici quelques données succinctes, et purement informatives sur Longo Maï extraites d'un article du *Monde Diplo* (été 98), et également publié dans *Alternative Libertaire* (Belgique) en février 99, ainsi que d'une émission de Daniel Mermet, *la-bas si j'y suis*, consacrée à cette communauté.

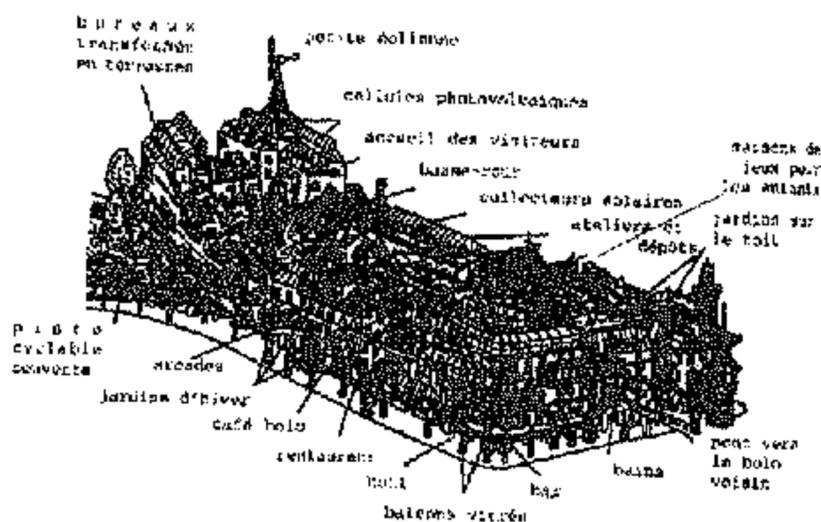
Le nom de cette communauté agricole (qui signifie en provençal *longtemps encore*) implantée depuis 1976 dans les montagnes de Provence, évoque pour beaucoup un des meilleurs exemples de réussite en matière d'alternative communautaire alors que pour quelques autres cet endroit n'est que le repaire d'une secte manipulatrice au financement occulte. Ceux qui sont passés à Longo Maï (ce n'est pas notre cas - FTP), peuvent soit témoigner de comportements autoritaires, dogmatiques, anti-fume, etc., soit, au contraire, d'un sentiment d'ouverture et de partage, combiné à une méfiance relative face aux inconnus (c'est bien connu, les flics sont partout). Il est probable, que les fondateurs, comme ce fut le cas dans de nombreuses communautés de par le monde, aient cherché à maintenir à tout prix leur idéal de la communauté et à éviter tout noyautage. Ils n'ont peut-être pas procédé de la bonne manière, mais maintenant qu'ils sont morts ou partis voir ailleurs, le

problème se pose peut-être moins. Bref, ce qui marqua aussi les consciences, ce fut l'hébergement de divers réfugiés politiques internationaux. D'ailleurs Longo Maï est une communauté internationale. Autogérée autour d'une douzaine de coopérative, elle refuse le salariat et la propriété privée, et tous les biens sont communs, comme les repas, lors desquels se rassemblent environ 50 personnes. Dans la pratique, les habitantEs essayent d'éviter la spécialisation dans le travail et recourent à la répartition volontaire des tâches quotidiennes. Ce qui ne les empêche pas d'avoir des activités militantes avec un hebdomadaire, *Le Père Lapurge*, un mensuel (dans le cadre du Forum Civique), *Archipel*, une radio, *Radio Zinzine*. Hormis les coopératives, Longo Maï reçoit également des dons pour fonctionner et financer diverses actions "politiques". En tout, près de 5 millions de francs suisses par an, soit 20 millions de francs français. De quoi faire, donc. Bref, Longo Maï semble plutôt bien se débrouiller pour fonctionner. Et pour en savoir plus, n'hésitez pas à aller y faire un tour, vous verrez par vous-mêmes.



BOLO' BOLO'

Qu'est-ce que *bolo' bolo* ? A la base, une idée, utopiste, consignée sur des feuillets volants, finalement regroupés en un ouvrage portant ce nom étrange, et signé par un mystérieux *p.m.* Edité dès 1983, et disponible en France aux éditions *L'Eclat*, *bolo'bolo* n'est manifestement toujours pas appliqué. Les 5 milliards d'humainEs ne l'ont sans doute pas encore tous/tes lu. On trouve pourtant dans ce bouquin pas mal d'idées intéressantes, à développer, à débattre, à appliquer, à pratiquer et à faire circuler de plus en plus régulièrement. *bolo'bolo* est d'une lecture rafraîchissante, en témoignent les extraits de la nouvelle introduction, rédigée en 98, et la synthèse sur le fonctionnement du Bolo.



"Nous craignons - à juste titre - un "retour" aux communautés idiotiques de tribus (patriarcales), de clans oppressifs, de villages isolés. Nous ne supportons qu'à grand-peine les contraintes des familles modernes réduites au minimum. Avec

"bolo'bolo peut être réalisé à l'échelle mondiale en cinq ans si nous commençons maintenant."

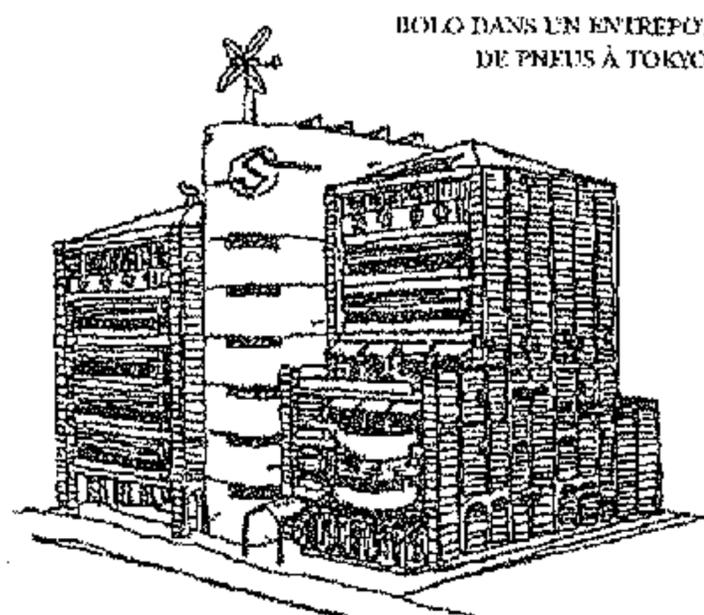
l'esclavage du travail salarié, le progrès capitaliste nous a aussi donné la "liberté". Or, la politique de la Gauche n'est pas autre chose que l'effort (illusoire) d'abolir l'un sans renoncer à l'autre. Bien qu'il n'y ait pas d'issues au dilemme : garanties collectives = contraintes sociales et libertés individuelles = risque, de nouvelles combinaisons et de nouvelles formes d'organisations sont possibles. Nous ne voulons plus aller de l'avant avec le capitalisme, il nous faut donc faire marche arrière, mais pas forcément vers le même passé. A en croire les post-modernes, nous serions arrivés à la fin de l'histoire - cela devrait donc nous permettre de combiner des formes sociales issues des périodes historiques les plus diverses en une sorte d'éclectisme post-économique. Nous pourrions conserver la république bourgeoise avec ses institutions de défense des droits individuels (justice), et même ses "acquis sociaux" et ses "services publics". Nous pourrions en même temps créer des néo-tribus, sous la forme d'associations libres de droit public ou de sociétés anonymes de droit privé. A partir de ces nouveaux "foyers d'appropriation des valeurs d'usage" (= BOLO), nous pourrions laisser fonctionner un peu de capitalisme régional pour produire des biens industriels. Nous pourrions transformer et amalgamer des institutions internationales (Nations Unies, FMI, EU) et des organisations non gouvernementales pour créer un organisme

mondial de distribution des produits et des ressources nécessaires. L'alternative ne sera donc pas un nouveau système unique, mais un mélange équilibré entre possibilités et risques humains. Toutefois il ne faut pas se faire une idée idyllique ou utopiste de ce pastiche post-capitaliste. Le risque de voir une "société anonyme bourgeoise de masse" se convertir en Auschwitz ou une "communauté intime autonome" basculer vers Jonestown est toujours à craindre.

J'ai dit que l'alternative au capital est un problème de pouvoir. Or, le pouvoir implique une organisation, la création d'un collectif. Les organisations traditionnelles des travailleurs ont toujours été orientées vers la conquête et la défense des valeurs d'échanges, vers l'Etat et les patrons. Il y a eu quelques tentatives de création de coopératives, mais ces entreprises ont soit disparus, soit sont devenues des firmes comme les autres. En ce qui concerne les communautés dites utopistes, elles n'ont pas été capables de surmonter leurs limites idéologiques, religieuses, ou même géographiques. Leur orientation vers la vie isolée et rurale, leur insistance avec la culture "normale", les ont fait glisser dans le sectarisme et l'autoritarisme, quand elles n'ont pas carrément disparu. Cependant, il ne faut pas sous-estimer ces expériences, qui ont presque toutes connu un succès "économique" surprenant, garantissant un niveau de vie excellent pour l'époque, et introduisant des innovations agricoles et artisanales, qui n'ont pas encore été dépassées (cf. Shakers, Mennonites, Hutterers, Kibbutzim). De même que ces communautés utopistes étaient le contre-modèle du libéralisme naissant, nous pourrions concevoir, par symétrie et avec toutes les réserves que cela suppose, une alternative néo-utopiste au néo-

libéralisme. (Espérons, que nous n'arriverons jamais à une époque néo-néo-quelque chose !)"

(extrait de l'Introduction de *bolo'bolo'*, ed. L'éclat, 1998)



BOLO DANS UN ENTREPÔT DE PNEUS À TOKYO.

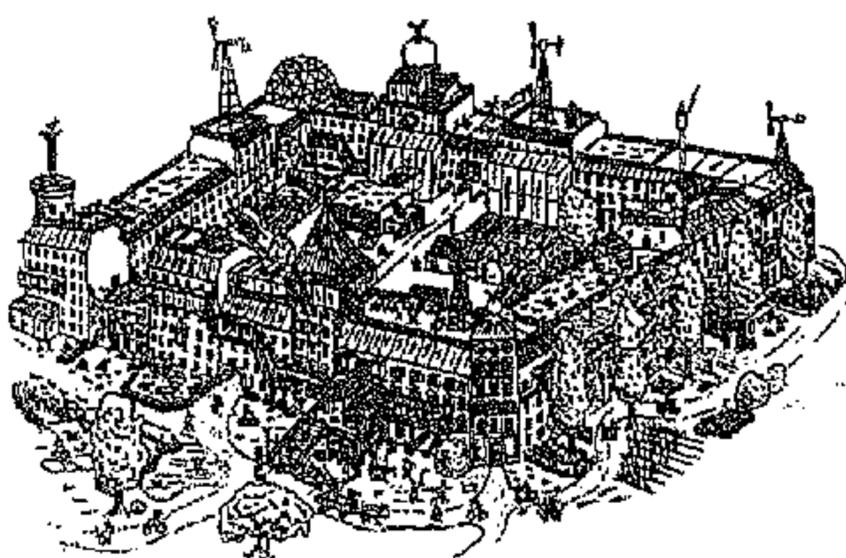
Bolo' Bolo' comment ?

Le Bolo' c'est le début d'une nouvelle forme d'existence délivrée des entraves socio-économiques de tous les autres systèmes. Riche en propositions et en idées de toutes sortes, bolo' bolo' est avant tout la remise en cause des moyens de parvenir à ce genre de modèle de pratiques associatives. Car p. m. envisage plus un système de noeuds subversif entre les classes (bourgeoises A, moyennes B et précarisées C), destiné à renverser la "Machine-Travail-Planétaire", que la lutte des classes purement révolutionnaire. La subversion peut dès lors revêtir plusieurs formes, dont :

"Dynsinformation : sabotage, (...) désertion, erreurs de management, (...) fausses informations ; les effets peuvent être immédiat ou à long terme, ils se mesurent en seconde ou en années.

"Dysproduction : réduction des cadences, baisse de qualité, sabotage, absentéisme, (...), manifestations dans les usines, (...), occupations (...) ; les effets sont à moyen terme, ils se mesurent en semaines, en mois.

"Dysruption : émeutes, barricades, actes de violence, fuites, divorces, disputes de ménage, pillages, guérilla, incendies volontaires, etc. (...) ; les effets sont à court terme, ils se mesurent en heures, en jours.



"Dyscommunication : (...) un type de communication qui ne soit pas compatible avec le plan de la Machine."

La pratique subversive pourra effectivement stopper la Machine, si elle est appliquée immédiatement, comme anticipation du Bolo'. Ses formes sont multiples, ses règles collectives et mouvantes, ses variantes aussi riches que furtives :

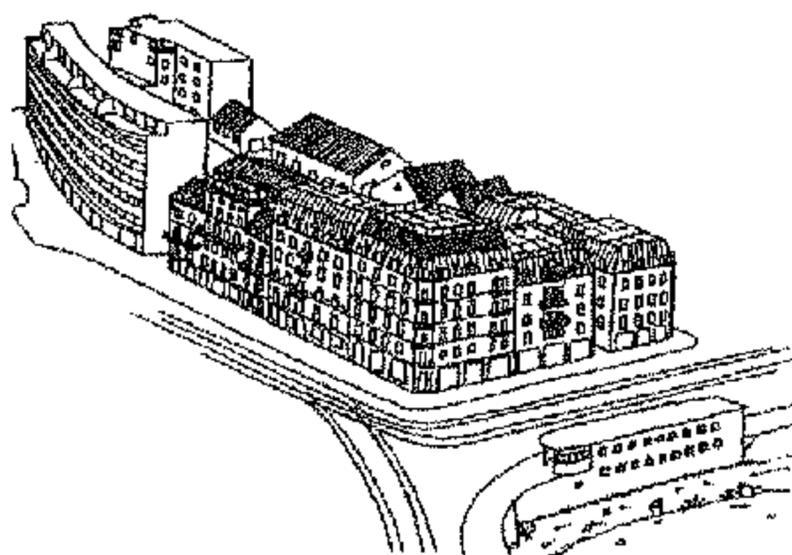
"La rencontre de ces noeuds ABC désintègre la Machine, produit de nouvelles conjectures subversives et protège l'activité de toutes sortes de mouvements de manière invisible. La diversité, l'opacité, la flexibilité, l'absence de noms, de drapeaux et d'étiquettes, le refus de la gloire et des honneurs, le rejet du comportement politique et de toute délégation, tout cela protégera de tels noeuds des yeux et des tentacules de la Machine."

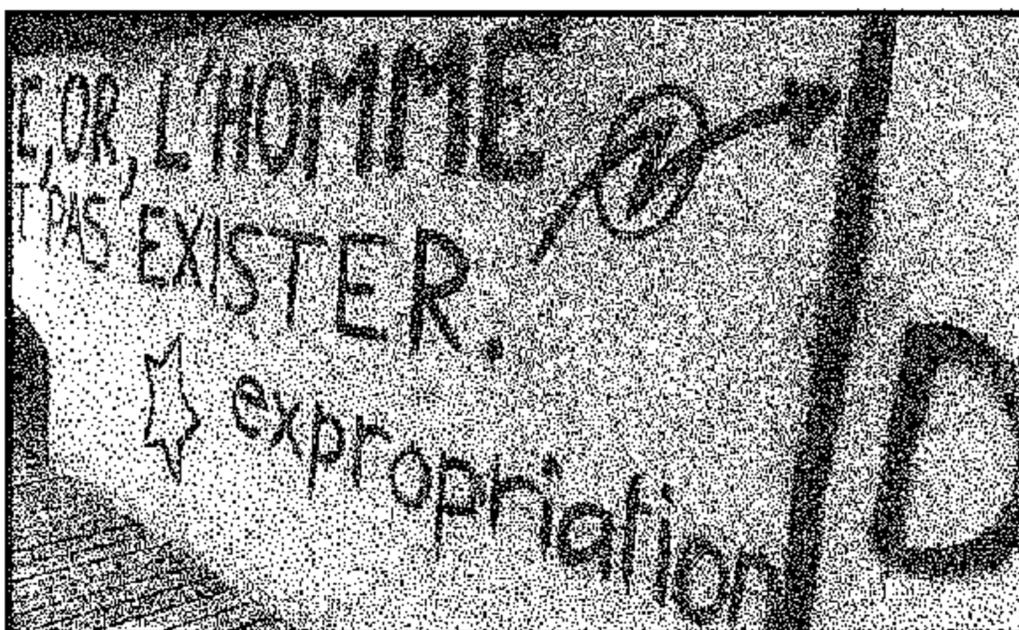
Le Bolo' c'est quoi ?

Un Bolo' est une communauté de base, ou tribu, commune, voisinage, quartier, communauté de rue, communauté de vallée, un village de 300 à 500 Ibus (ou + ou -), constitués en Kana (clan, bande, cercle d'amis, ménage) de 20 à 30 Ibus. Ce sont les Ibus (= individu, personne, citoyen, homme, femme, enfant...) qui le mettent en place suivant leur convenance.

Chaque Ibu a chez lui un grand coffre de 50x50x100 cm, où il place ses objets et biens privés, le Taku (= malle à souvenirs). Hormis cela, chaque Ibu s'adonne au partage garanti par le Sila (hospitalité, tolérance, assistance, loi,

existence). Les Ibus vivent grâce à l'indépendance énergétique (Pali), l'auto-suffisance agricole (Kodu), l'utilisation équitable et utile de l'eau (Sufu), le troc (Feno) ou les dons (Mafa et Buni). Les Ibus ne vivent plus dans des réserves, mais partout en pratiquant le Gano, la réappropriation des surfaces inutiles : les usines, les bureaux, les supermarchés... Toutes les communications continuent à se développer, et les informations circulent (Pili), des activités communes se mettent en place (Kene). Un groupement de 10 à 20 Bolo' peut alors former un Tega (arrondissement). Un groupement de 10 à 20 Tega peut également former un Fudo (grande ville, comté, petite région). A ce niveau de population, et malgré les avancées scientifiques continues, les assemblées (Dala) et les délégations (Dudi) semblent toujours nécessaires. Pour simplifier, "les Bolos organisent une sorte d'auto-administration et d'auto-gouvernement à l'échelle locale".





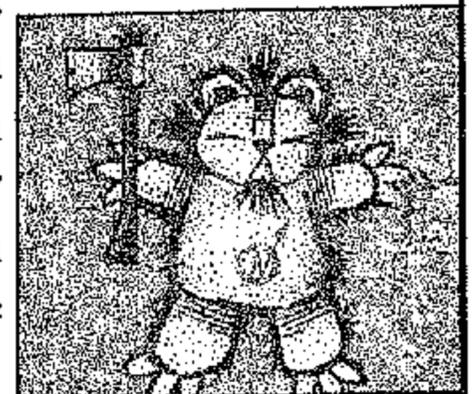
VERS UNE INTERSQUAT ?

La pratique du squatt tend à se mondialiser, elle aussi. Peut-être des prémisses de TAZ ou de Bolo', qui sait ? En tout cas, de nombreux groupes activistes tentent de rassembler les squatteurEs, pour mieux échanger des infos pratiques, juridiques, pour partager les expériences (positives et négatives), pour pratiquer la solidarité contre les expulsions, pour envisager et développer de nouvelles alternatives... En France, c'est à Paris, aux

Zortos, que s'est tenue en mars 99 la première réunion intersquat qui fut d'ailleurs l'occasion de quelques actions de rues festives. (Nous signalons au passage que les habitantEs du squat des Orteaux ont été expulséEs cet été 99).

Squatts en France

On pourrait presque dire que les squatts sont les versions urbaines des communautés hippies. Ce n'est pourtant pas tout à fait exact. Tandis que les communautés hippies revendiquent un retour à la terre et ont une vocation à long terme avec l'achat de terrain, les squatts désignent des abris de fortune occupés illégalement, et dont les habitantEs sont expulsables à tous moments. A la base, ce sont des "logements" temporaires pour SDF et zonards en tous genre. Mais les squatts évoluèrent en même temps que grandissait la précarisation des plus jeunes. Et dans les années 60-80, les squatts fonctionnaient également autour de l'extrême-gauche radicale et de nombreux théoriciens et/ou groupes terroristes (comme les membres d'Action Directe en France), firent leurs "classes" dans l'univers secret de ces lieux autonomes. Puis, avec les diverses lois racistes, les locaux vides servirent aussi à héberger/cacher des familles d'immigrés avec ou sans papiers, et à développer des zones autonomes telles, celles décrites dans l'ouvrage de Mamadou dia, *Kaso*. Ainsi, les exclus de la "réussite sociale" recyclent des lieux voués à la spéculation foncière, car, quand les locaux demeurent vides, leur valeur sur le marché de l'immobilier se porte encore mieux. En attendant, les lois sur les SDFs, la mendicité, les expulsions, le



MI, et toute autre forme de précarisation, n'arrêtent pas de se durcir. La réappropriation des locaux vides est donc vouée à un bel avenir.

Il est bien évident que tous les squatts sont différents, de par leur "histoire", leur situation, leur objectif, mais on peut néanmoins distinguer deux tendances principales au niveau des motivations premières d'occupation :

- des locaux associatifs ou libertaires autogérés (bouffes, débats, vidéos, bibliothèque, disco, expo, cours... à usage public)
- des locaux d'habitations (avant l'usage d'un logement classique et réservé à usage privé).

Ces deux tendances convergent résolument vers une combinaison aboutissant à des expériences comme celle des Tanneries à Dijon, mise en route début octobre 98, fonctionnant toujours après une année de manifs, de pétitions, d'action et de remise en état. La plupart des squatts "militants" cherchent à s'ouvrir vers "l'extérieur" (en commençant par le voisinage direct), grâce à des activités publiques : ne serait-ce que des bouffes ou un info-shop, une friperie, etc. Mais si de nombreux squatts se démarquent de l'image cliché du squatt = "zone

totale", il est encore difficile de voir ces squatts ou centres autogérés aboutir à long terme (c'est-à-dire plus de 6 mois). Car l'occupation d'un squatt implique d'avoir à gérer au jour le jour la vie communautaire (plus la précarité alimentaire, énergie...), et à lutter contre les pressions externes (municipalités, police, fachos, racaille, agents immobiliers...). Ceci n'est pas simple, mais l'expérience vaut la peine d'être tentée, ne serait-ce que pour une semaine.

Ainsi le développement de nombreuses ZAT, comme à Paris, Dijon, St Etienne, Lyon, Rennes, Marseille, Rouen, Nancy et ailleurs permettra de tisser une toile pas du tout virtuelle, mais bien réelle, d'échanges, de rencontres, de partages et d'hospitalité. Un réseau alternatif fonctionnant sans les contraintes du système, apte à soutenir des actions et à informer sur les activités des squatts. Bienvenue à Utopia ! Et ce n'est pas qu'un simple rêve, mais déjà bien la réalité. Déjà, en Angleterre, en Suisse, en Belgique, en Espagne, aux USA, le réseau des squatts est impressionnant tant au niveau de l'activisme politique qu'au niveau de l'expérience communautaire et solidaire.



Les squatts purement artistique et parfois agrémentés de vie communautaire sont l'opportunité pour des talents "connus" et "inconnus", éphémères, ludiques ou amateurs d'exposer, de créer, et pourquoi pas de vendre (à prix parfois modiques) ou échanger leurs oeuvres. Ces lieux se transforment aussi directement en expériences artistiques (murs repeints, décoration du mobilier, sculptures et objets intégrés aux structures, etc...). Le squatt Yabon Arts de Paris vient d'ailleurs d'être expulsé début septembre 99. La lutte continue.

FIN DE LA TREVE, LES VAUTOURS S'AGITENT... NOUS AUSSI !!!



L'hiver n'est pas encore fini que déjà les ennuis recommencent. La meute d'huissiers, flics et vigiles de toutes les gammes s'appête à nous déloger au petit matin à coup de matraques et de fusils à pompe, les proprios et autres collabos (EDF, Vivendi et sa collègue la Lyonnaise, La Poste) nous mettent la pression alors que leurs services devraient être gratuits. Est-ce qu'on va se laisser faire encore longtemps ? Malgré l'acharnement croissant des forces de répression contre nous, toute une ribambelle de squatteur-se-s prennent leur vie en main dans le monde entier. Nous refusons de payer un loyer et des charges, d'acheter notre droit de circuler et de s'installer à notre guise et de raquer pour bouffer leur merde surgelée sous plastique.

Ce n'est pas une utopie de vouloir s'organiser autrement que ce qui nous est imposé, de pouvoir développer d'autres rapports entre les gens (en particulier femmes/hommes) qui ne soient ni mercantiles, ni hiérarchiques. fêtes de rues, concerts gratuits, auberges espagnoles (pour briser le rapport serveur/client), création d'espaces non-mixtes, échanges de savoirs dans tous les domaines, débats.

Le squatt n'est pas une fin en soi mais juste le fait de récupérer les logements laissés à l'abandon, autrement dit les miettes. Ces espaces *a priori* condamnés sont réhabilités et transformés en lieux de vie catalyseurs de luttes sociales et de "troubles à l'ordre public" divers et variés. combat quotidien pour la liberté de circuler sans papiers, abolition du travail et de l'argent, mis à bas de l'ordre moral, des cellules familiales et carcérales, sans oublier l'état bourgeois et ses structures de répression physique et mentale (quadrillage policier et militaire, justice de classe, contrôle social, lobotomie médiatique, etc.)

Les squatteur-se-s de plusieurs lieux se sont retrouvés pour reprendre la ville et ses rues aux pelleteuses et au béton déversés par les promoteurs et les administrations. Nous sommes dans la place pour une semaine d'action du 15 au 22 mars, l'occasion pour tous-te-s de faire ripaille et pagaille.

tract d'appel pour la première réunion intersquat à Paris, mars 99

Le village de S@sé

Ce sont parfois des villages entiers qui sont occupés. Totalement déserté, le petit village de S@sé fut investit par quelques personnes motivées qui souhaitaient le faire revivre sans contrôle extérieur. L'expérience fonctionna quelques temps, mais déplut manifestement à la machine étatique qui fit évacuer toutEs les habitantEs avec l'aide des forces de l'ordre.

Historique

SASE est l'un des villages de la vallée de Solana, dans les Pyrénées Espagnoles (région qui possède moins de 6 hab./km² et le taux de natalité le plus bas d'Europe. Aujourd'hui ces villages se trouvent inhabités. C'est l'un des exemples les plus dramatiques de l'exode rural massif qui s'est produit dans toute cette région entre les années 50 et 70. Les dernier(e)s habitant(e)s de la Solana, isolé(e)s par un projet de barrage, sans services publics, décidèrent de vendre collectivement toutes leurs propriétés à la DGA (*), (on leur en a donné une misère ou on les a obligés à partir), laissant ainsi S@sé abandonné plus de 30 ans. Pour ces raison, plus de 300 villages restent à l'abandon dans la province de Huesca, et plus de 600 dans la région d'Aragon...

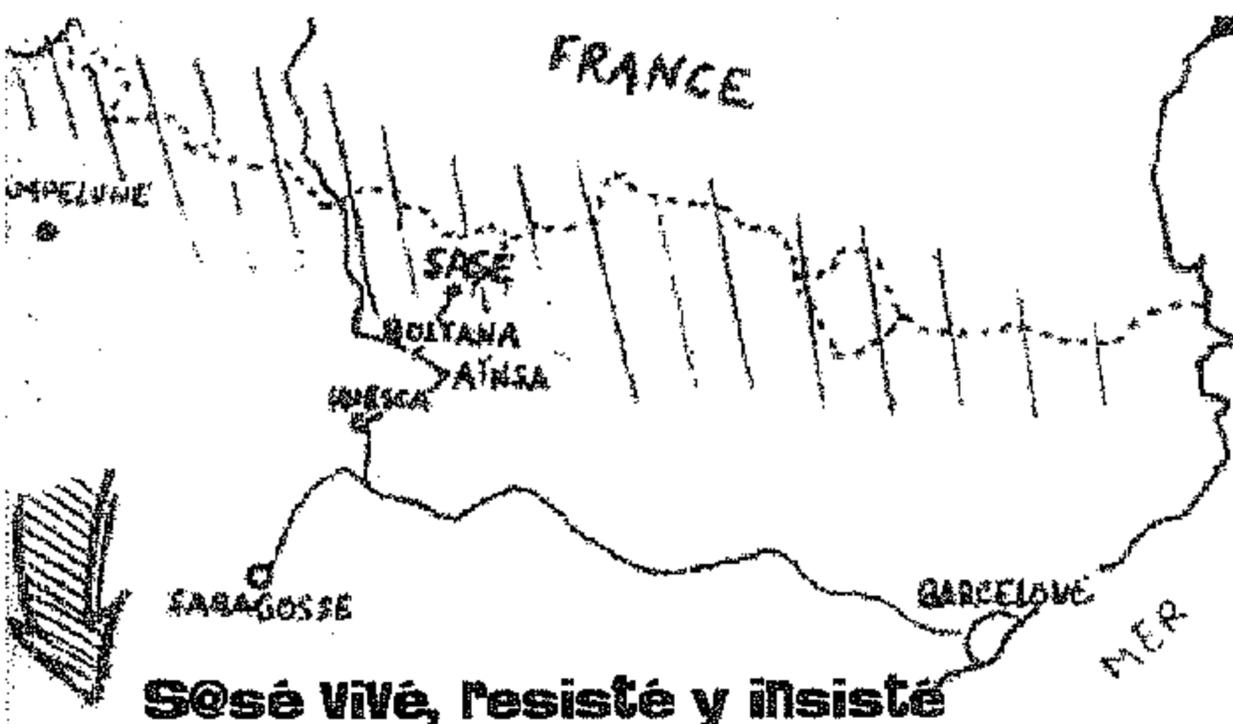
Occupation

En janvier 96, S@sé est occupé par un collectif qui se constitue en tant qu'**Association Colores** et présente à la DGA un plan de réhabilitation intégral. Et les négociations commencent avec la DGA, qui refuse de les poursuivre si les habitant(e)s de S@sé n'abandonne pas le village, en estimant que l'occupation est illégale et que le gouvernement d'Aragon ne peut négocier dans ces conditions. Ils promettent oralement d'offrir des alternatives dans un délai de trois mois.

Au bout d'intenses discussions, S@sé est abandonné volontairement et les habitant(e)s du villages s'installent provisoirement à Artosilla, village où l'Association Artiborain est depuis douze ans grâce à des accords avec la DGA. Après ce temps où les habitant(e)s de S@sé démontrent leur bonne volonté à négocier, la DGA revient sur ses promesses. Dans une note apparue dans le quotidien Heraldo de Huesca (02/11/97) Silvino Orus, maire de Fiscal confirme que la COMENA (**)"en vint à proposer de murer toutes les maisons qui restent debout dans la vallée de la

Solana pour éviter qu'ils (les squatters) les occupent. Depuis 4 ou 5 mois ils étudiaient les différentes solutions pour expulser du village les membres du collectif Colores."

La parution de cette note a indigné tous les habitantEs de la région, même ceux qui



n'appuyaient pas l'occupation.

Après avoir constaté le refus de négocier du gouvernement d'Aragon, le campement d'Artosilla est levé et... NOUS REVENONS A SASE. Les activités reprennent : reconstruction (2 grandes maisons et 7 plus petites, moulin, forge, four à pain...), travail de la terre, école, artisanat, musique, cirque. Jusqu'à ce qu'un jour d'épais brouillards arrivent les méchants.

Expulsion

23/10/97

Le matin une brigade de la COMENA arrive au village avec 50 gendarmes. 5 arrestations se produisent. Les meubles, les ustensiles et même la nourriture sont sortis des maisons et jetés en tas sous la pluie alors que les maisons sont murées. Une jeune fille enceinte de 9 mois et 5 enfants durent abandonner le village. Les habitant(e)s de S@sé résistèrent depuis les toits, la tour de l'église et le bois ; et les méchants s'en furent au milieu de l'après-midi sans avoir pu achever l'expulsion.

Julio Sérano, chef du Service Régional de l'Agriculture et des Montagnes, appelle les habitant(e)s de S@sé "professionnels de l'occupation", et dit que ce que l'on nomme un terrain public ne veut pas dire qu'il peut être occupé par n'importe qui".

24/10/97

Plus de 100 flics arrivent dans 20 voitures tous-terrains et 2 machines pelleteuses à S@sé, après avoir mis plusieurs heures à surmonter "les obstacles" qu'ils rencontrèrent sur la piste.

Pendant l'expulsion ils durent employer leur matériel anti-émeute maison par maison. 37 personnes sont arrêtées. Malgré tout, certainEs résistent toujours depuis la tour de l'église, le bois et la cime des

arbres. Les journalistes sont "expulsés" de l'expulsion, et ils n'eurent accès au village qu'une fois les maisons vidées, alors que la COMENA murait celles qui avaient été réouvertures la nuit précédente.

25/10/97

Les lutins nocturnes ne laissent pas de répit. Les maisons sont rouvertes. La guardia civil et la COMENA montées pour

les remurer entendent ceux qui résistent toujours dans la forêt crier : "Venez nous chercher ici !" mais ils n'osent pas s'engager dans les bois et ils peignent sur les maisons : "Propriété Privé. Ne pas toucher." (l'Aragon est la propriété privée de l'état du gouvernement Aragonais ?) Pendant ce temps, les détenu(e)s arrêtés le 1er

jour commencent à être mis en liberté conditionnelle et sont accueilli(e)s par une centaine de personnes solidaires. Deux personnes sont transférés dans les prisons de Huesca et Saragosse.

La DGA affirme qu'elle continuera à murer les maisons jusqu'à ce que les squatters admettent qu'il n'est pas possible de vivre à S@sé et en viennent à proposer "comme solution extrême de démolir les maisons."

26/10/97

De nouveau, les maisons sont rouvertes... au vu des intempéries atmosphériques, la mairie de Boltana cède un cinéma abandonné comme logement temporaire.

27/10/97

Une dizaine de personnes commencent une grève de la faim à Boltana en demande de la libération des prisonnier(e)s, de la suppression des charges portant sur les accusés (désobéissance grave, occupation, résistance à l'autorité et pour les prisonniers toujours retenus attentat), et revendiquant le droit à S@sé.



Le gouvernement lui aussi reconnaît que la présence de squatters dans les Pyrénées crée un problème. "Dans ces montagnes, la population est très faible et le nombre de squatters peut dépasser facilement celui des habitants de la zone." Le Service de l'Agriculture va plus loin : "on ne peut tolérer que viennent dans les Pyrénées les vaincus des zones surpeuplées."

28/10/97 (2ème jour de grève de la faim)

La mairie ordonne l'expulsion des habitant(e)s de S@sé du local où ils se trouvaient. La grève de la faim continue alors dans la rue, en face du tribunal de Boltana. A S@sé on constate que 100 000 pesetas de vendanges ont été prises ; la centaine de pains de la dernière fournée sont dispersés par terre.

29/10/97 (3ème jour de grève de la faim)

Le juge ordonne l'expulsion des grévistes de la porte du tribunal (tous les jours une expulsion !) et la grève de la faim se poursuit de l'autre côté de la chaussée, avec une température de 5°C. Heureusement des couvertures et quelques matelas apparaissent. Un délégué du gouvernement d'Aragon déclare : "Le collectif ne reviendra pas à S@sé. C'est une décision judiciaire et dans ce pays, selon le principe de droit, il doit en être ainsi. C'est pourquoi le gouvernement d'Aragon n'a absolument rien à accorder."

30/10/97 (4ème jour de la grève de la faim)

4 habitantes de S@sé remettent à la DGA à Saragosse les revendications de la grève de la faim. Le président d'Aragon n'accepte pas de les recevoir. L'assemblée des habitant(e)s de S@sé refuse l'aide de Caritas et de la Croix Rouge : "pendant les

deux années où nous avons vécu à S@sé nous nous sommes autogérés et avons assuré notre subsistance économique. Parmi les outils qu'ont nous a pris nous avons tout le nécessaire pour vivre, comme des provisions d'aliments, du linge, des couvertures, des ustensiles de travail... Nous croyons en la solidarité désintéressée des personnes qui nous comprennent, et non en la supposée charité gouvernementale, qui n'apporte pas de solution à notre problème."

Pendant la nuit, la mairie décrète l'expulsion de la voie publique et la levée du campement avant 8h du matin.

31/10/97 (5ème jour de la faim)

Les méchants GRS se déploient de nouveau. Des entretiens tendus ont lieu avec la mairie. Les médecins déconseillent le déplacement des grévistes au vu de leur



état de santé. La mairie obtient que seuls les grévistes restent dans le village et offre un autre lieu aux habitant(e)s de S@sé : la décharge municipale, où les habitant(e)s prévoient une conférence de presse pour le lendemain matin.

2/11/97 (7ème jour de grève de la faim)

La DGA déclare "que l'installation d'équipement

et de services publics déclencherait une avalanche de dépenses impossibles à assumer dans le contexte économique actuel." (Les habitant(e)s de S@sé sont responsables de la crise économique...)

4/11/97 (9ème jour de grève de la faim)

Rassemblement à Huesca de plus de cent habitants de tous les Pyrénées qui remettent à la DGA des textes de protestation revendiquant la dignité des personnes qui sont parties des villes pour

repeupler la campagne.

5/11/97 *(la grève de la faim est abandonnée)*

Selon l'équipe médicale, depuis le 1er Novembre des symptômes de tachycardie, d'hypotension et des signes d'infections respiratoires sont apparus. Selon la DGA, on ne peut vivre dans la Solana parce que les conditions d'une occupation résidentielle n'existent pas si bien que les implantations fixes ne sont pas autorisées." L'après-midi même les habitant(e)s de S@sé répondent : "les risques d'incendie résultent de la mauvaise gestion forestière et du fait que personne ne vit là et ne pourrait prévenir en cas d'incendie ou contenir le premier foyer avant qu'il ne s'étende. Quant à nous il nous suffit qu'ils nous laissent vivre et travailler en paix."

Comme les autres jours la guardia civil surveillent le campement.

6/11/97

L'assemblée des habitant(e)s rend publique une réponse à la DGA dénonçant qu'elle n'a "jamais été intéressée par des négociations" et la défiant de démontrer techniquement que le projet de réhabilitation n'est pas viable. La DGA s'embrouille elle-même ; un ingénieur déclare : "(S@sé) est un village merveilleux qui ne peut disparaître et la forme expéditive utilisée pour les expulser me paraît démesurée." (?)

8/11/97

Manifestation de soutien à S@sé à Saragosse, jusqu'à la porte de la DGA. Selon eux 1000 personnes qui tous nous parurent plus du double. A la fin de la manif les habitant(e)s de S@sé campent dans le centre de Saragosse.

11/11/97

Les habitant(e)s décident de retourner au village. Une marche à pieds commence avec l'intention d'aller en informant les populations de ce qui se passe. "Qu'un seul cri s'élève de tous et de toutes pour qu'il soit entendu, pour

que les coeurs froids se réchauffent, pour que l'imagination prenne le pouvoir, pour libérer notre terre, pour nous sentir réalisé(e)s, pour conquérir une dignité. TERRE, LIBERTE, JUSTICE."

Saragosse 12/11/97

A Saragosse des nouvelles arrivent du Parlement d'Aragon où le Bureau de la Commission des Requêtes et des droits de l'homme a décidé de refuser la demande de comparution que lui a remis Colores le 28/10/97. Un extrait de sa réponse nous paraît spécialement significatif : "Etant donné que cette commission connaît bien la problématique du collectif Colores et devant le volume important d'initiatives parlementaires... il en résulte l'impossibilité... de réitérer la comparution de Colores."

Par ailleurs, la justice d'Aragon nous a notifié par écrit le 7/11/97 qu'elle commencerait les investigations adaptées auprès des administrations appropriées, suite aux deux protestations formelles présentées par le collectif Colores.

Aujourd'hui S@sé est toujours en lutte, malgré des conditions de vie difficiles ; l'occupation et les mobilisations de solidarité se poursuivent. Les S@sésiens reprennent des forces et projettent de repasser bientôt à l'action, peut-être dans un autre village.

(*) Disputation General de Aragon (gouvernement de la région d'Aragon)

(**) CONservation del MEDio NATural (office régional des forêts)



Contact : Apdo. 6037,
50080 Zaragoza, Espagne,
tel/fax : (976) 29-57-47
(texte provenant d'un tract
en français fait à
Montpellier en Mars 1997.)



Autogestion

de la théorie... à la pratique

La Vie communautaire au quotidien

Selon la vision libertaire, la vie en communauté implique la libre association d'individuEs ayant plus ou moins le même but ou les mêmes modes de vie, ou ayant comme seule affinité le plaisir de la convivialité et du partage. La vie communautaire s'établit donc sur les bases d'un *contrat associatif* et nécessite, pour son organisation et son fonctionnement, des règles de vie élaborées et acceptées par tous-tes.

la vie communautaire associative et l'autogestion sous leurs formes générales

De multiples raisons poussent des individuEs à abandonner les rouages du système (fliquage, consommation...) pour découvrir d'autres formes d'existence, plus libres ou pour échapper aux modèles oppressifs (hiérarchie, domestication, discipline, horaires, travail...) reproduits au quotidien. C'est le souhait de changer de la routine. Pour ne plus être sans cesse confrontés aux problèmes de précarité financière, de logement, de papiers..., simplement pour trouver un toit ou une activité utile, prendre sa vie

en main... ChacunE, suivant ses possibilités, aspire à vivre avec les autres, à partager et pratiquer la solidarité, échanger les savoirs et les richesses culturelles, etc. Malgré la bonne volonté du départ, au fil des jours peuvent survenir les premiers symptômes de l'échec communautaire et autogestionnaire. On constate cela par la dérive vers l'autoritarisme, l'ultra-individualisme, l'égotisme, le dogmatisme, le sectarisme, le manque de remise en question, de cohésion, de réflexion sur le long terme et/ou ans les situations d'urgence, manque de confiance, la lassitude, la routine... Il ne faut pas non plus oublier que les humainEs ont des besoins aussi différents que leurs personnalités. CertainEs préfèrent la sédentarisation au nomadisme, alors que d'autres combinent ces deux possibilités par des voyages épisodiques à durées variables. Il en va de même pour l'investissement dans une communauté.

Mais l'échec, d'ailleurs toujours relatif, d'une tentative communautaire, n'est véritablement pas dû à une mauvaise application des "théories" communautaires. Il existe bien évidemment divers facteurs (qui s'enchaînent et se combinent parfois) faisant capoter des tentatives pourtant

bien préparées, comme par exemple :

les problèmes climatiques : dans une communauté agricole, la sécheresse comme la pluie, le gel, peuvent avoir des conséquences catastrophiques sur les cultures.

les problèmes humains : lorsque l'on finit par recréer certains comportements, certaines routines ou par adopter certaines valeurs que l'on cherchait en fait à combattre (pouvoir, reconnaissance, propriété privée, etc...)

les problèmes financiers et de précarité : la vie au froid, avec peu de nourriture et de possibilité d'hygiène ne

débouche pas forcément sur la gaieté et la sérénité.

les problèmes répressifs étatiques ou privés : les menaces d'expulsion et/ou interventions extérieures brutales (saccage, violences...) peuvent mettre un terme rapide à toute tentative de vie commune.

les problèmes sectaires : dus à une dogmatisation de la pratique communautaire (tendance religieuse ou politique) ou à un autoritarisme et/ou un dogmatisme latents, à des règles de vies strictes et imposées sans concertation ni remise en cause, perpétuation, au niveau micro-social de l'exemple du système, etc..

Communautés religieuses et sectaires :

La communauté est aussi, pour les sectes, un excellent moyen de confiner leurs disciples dans la rigidité dogmatique de leur micro-société et de développer la peur, le rejet ou l'abstraction de "l'extérieur". On rencontre cela à différents niveaux dans des regroupements tels que ceux des nonnes Carmélites, des Esseniens, des moines Jésuites, Trappistes, Zen ou Bouddhistes, des Hashishins, de la Famille de Charles Manson, des Krishna, des Enfants de Dieu, du Temple du Peuple de Jim Jones, des Davidiens, de Aum, du Mandarom, etc.



Nous dressons ici un petit bilan indicatif et synthétiques de ce qui peut sembler essentiel dans le bon fonctionnement d'un lieu autogéré. Cela vous aidera peut-être à préparer votre projet de vie commune. Bien évidemment, ces "réflexions" ne sont nullement rigides, et ne reflètent que quelques constatations ou idées glanées de-ci de-là. Elles peuvent éventuellement permettre d'éviter quelques erreurs.

Les "règles communes" ou le "contrat de libre association"

"Mais l'une des leçons à retenir des Orteaux (...), concerne à mon avis la question du projet d'ouverture. Qui plus est à un nombre supérieur à la dizaine, il est important que les habitantEs se mettent d'accord à la fois sur l'utilisation du lieu (simple habitation, projet de quartier, projet

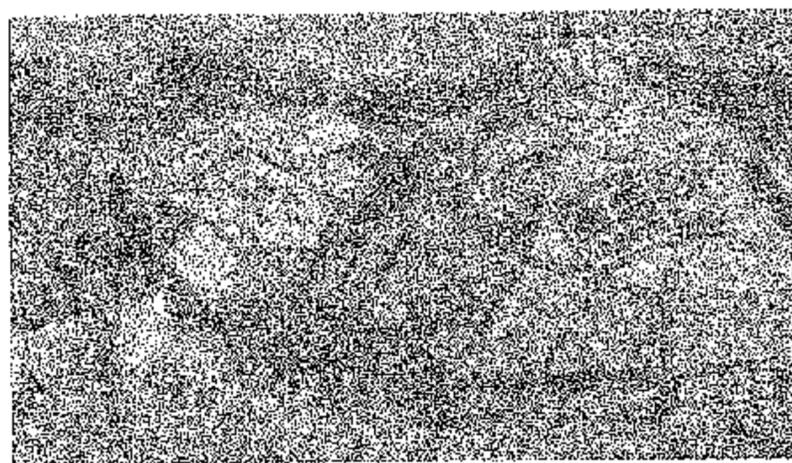
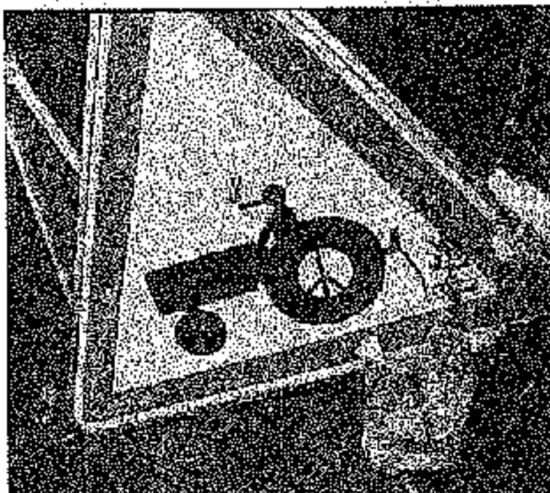
plus large) et surtout sur les règles communes, tant à propos de la gestion quotidienne que du fonctionnement collectif. Car si le squat n'est pas une fin en soi car il se "contente" d'une réappropriation partielle, c'est bien plutôt par son fonctionnement (notamment les rapports entre les gens) et son rapport à l'extérieur qu'il peut alors porter un projet émancipateur."

Un ex-habitant des Orteaux (trouvé dans Cette Semaine # 78)

La vie en communauté nécessite des points d'accords connus de tous-tes et acceptés par tous-tes (d'où des concessions). Cela évite d'inutiles prises de têtes à la longue. Décider d'un "règlement intérieur" (= règles élémentaires de vie communautaire) souple et évolutif qui doit être élaboré en réunions ou AG. Ce règlement devra tenir compte des particularités de chacunE, être approuvé par tous-tes, et surtout être respecté par tous-tes. Si à la longue, certaines "règles" s'avèrent impraticables ou tout simplement trop contraignantes, elles seront rediscutées en AG et modifiées ou abandonnées. Les bases de ces règles sont la tolérance et le respect. Suivent quelques conseils et expériences relatifs à la vie en communauté. Vous y trouverez peut-être des idées pour préparer votre propre projet de "vie commune."

Réunions collectives (ou Assemblées Générales) régulières

"Ici, les lieux principaux de décisions sont depuis toujours les assemblées auxquelles on se fait un plaisir de participer (...)
Ces assemblées



constituent un ciment, un lieu privilégié pour les propositions, les orientations nouvelles, et les discussions se prolongent tard dans la nuit puisque les décisions se prennent sur la base du libre consentement mutuel."

Bulletin paroissial de G, oct 97 (trouvé dans Dissensus # 12)

Prendre toutes les décisions collectives et relatives au fonctionnement du lieu lors de réunions ou d'assemblées générales, où chacunE peut et doit s'exprimer, proposer des projets, en refuser... Les AG sont des réunions essentielles de fonctionnement d'ordre général, mais aussi individuel. Elles permettent de communiquer aussi bien des infos que des états d'âmes. Ces assemblées collectives ne doivent pas servir de simples défouloir, mais s'avérer de véritables réunions constructives où l'imagination et la volonté de chacunE auront un grand rôle à jouer. Les absences répétées (volontairement ou non) aux AG provoquent un manque d'enthousiasme, une rupture avec les autres membres de la communauté, et stérilisent les contacts humains. La présence de tous-tes aux AG évite qu'un groupe restreint n'ait à prendre de décisions pour l'ensemble de la communauté.

La concertation et l'échange d'idées sont à la base de tous les projets aussi bien ménagers, culinaires, que festifs ou activistes/artistiques.

Accès au squatt

"Les gens devraient probablement choisir ceux avec qui ils vivent. Les communes à "entrée libre" s'achèvent invariablement par l'invasion de parasites et de pathétiques salauds en manque de sexe. Les ZAPs devraient choisir mutuellement leurs membres - ceci n'a rien à voir avec l'"élitisme". La ZAP peut exercer une fonction ouverte temporairement - des fêtes ou de la distribution de nourriture, etc. - mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit ouverte en permanence à n'importe quel soi-disant sympathisant qui passe par là."

Hakim Bey - ZAP

Les squatteurs devraient, dans la mesure du possible, éviter de se replier sur leur lieu de vie, ou de trop en refuser l'accès. Sinon, cela favoriserait une autarcie relationnelle, une dérive menant rapidement à un dogmatisme sectaire. Si l'on veut s'ouvrir sur l'extérieur, il faut se manifester aux autres, leur expliquer notre démarche, et ne pas s'attendre à ce qu'ils squattent dans nos murs du jour au lendemain. Les mouvements de masse intempestifs ne sont pas non plus forcément très recommandables pour une petite structure communautaire en développement. C'est pourquoi, si vous souhaitez héberger du monde en permanence, et de manière à perdurer, veillez à écarter les individus, violents, taxeurs et forniqueurs intéressés, bref les gros fouteurs de merde en général, rapidement et avec le plus de diplomatie possible. Evitez néanmoins d'évincer quiconque ne convient pas de prime abord à votre style de vie. En revanche, si vous souhaitez faire d'un squatt un lieu consacré uniquement au logement de quelques-uEs, faites vous discrets, et respectez toujours le voisinage dans la mesure où celui-ci fait de même.



Intimité

En communauté, l'intimité, pourtant nécessaire, est parfois difficile à trouver. Pour ceux/celles qui ont expérimenté l'internat, les centres aérés, l'armée (?), les appartements/chambres/placards d'étudiantEs, les campings scouts ou toutes autres formes de vie collective proposées par la Machine Etatique, il suffit de se remémorer quelques souvenirs pour s'en rendre compte. Dans un squatt, suivant la taille de celui-ci et le nombre de ses habitantEs, l'intimité de chacunE peut être perturbée dans des lieux trop exigus. La promiscuité n'engendre pas forcément de bons rapports. Cela se résume en fait dans l'accumulation de petites choses, (dé)faites ou dites de façon maladroitement, au mauvais moment... qui finissent par énerver, par déprimer, par faire partir. Ces petites nuisances sont nombreuses : besoin de sérénité pour aller aux toilettes, musique trop forte le soir, le matin, envie de prendre un petit déjeuner dans le calme, de lire un bouquin, de dormir, de faire l'amour sans 10 000 témoins (visuels ou auditifs), vouloir finir la soirée tranquille, et les voisins qui pètent les plombs...

Mise en commun des biens

La vie collective requiert l'application au quotidien du partage et de solidarité. Il n'existe pas non plus de méthode unique de gestion des biens communs, c'est à chacun de développer son système.

Organisations des activités et travaux d'entretiens

Le mieux est bien entendu, que les lieux communs soient entretenus par tous, il faut alors trouver le système le plus équitable, et parfois le plus efficace (à tour de rôle ou spontané). Pour les lieux privés (chambres)

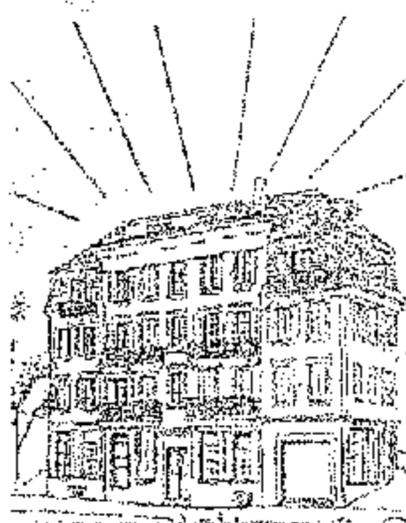
chacun s'investit plus ou moins seul dans son chez soi. Il convient surtout de pratiquer un nettoyage quotidien des lieux communs, surtout les chiottes et la salle de bains (quand il y en a et que les tuyauteries ne sont pas foutues à cause du gel, que les employés municipaux n'ont pas coupé l'eau...) dont tout le monde se sert, en général. Pour les lieux privés, chacun nettoie à son rythme. Mais bon, il convient de faire attention aux parasites divers (puces, poux...) et aux infections développées par l'insalubrité. Lorsque vous avez chiens, chats et autres compagnons poilus, l'aspirateur n'est plus un luxe, mais un allié du matin au soir. Sans être maniaques, gardez les lieux dans un état qui soit vivable pour tous. La poussière, les acariens, les poils d'animaux favorisent les crises d'asthme et les allergies, les troubles pulmonaires et respiratoires, la toxoplasmose...

Tant que vous n'avez pas l'eau, pensez toujours à vous munir de bidons à grosse contenance. Ceux-ci vous permettront de boire, cuisiner, laver (vaisselle, sols, chiottes...) et remplaceront la chasse d'eau.

Confort matériel

Les humainEs sont tous à la recherche d'un certain confort de vie propre à chacunE, et c'est bien normal. AucunE IndividuE ne doit vivre dans la misère, sauf s'il/elle le désire (tels les Sadhus en Inde, les moines Zen ou trappistes...). C'est pourquoi, vivre en squatt ne doit pas impliquer la précarité matérielle (absence de four, gazinière, lampes ou mobiliers divers) et la saleté (chiottes transformés en culture virale, des poils de chiens/chats du sol au plafond, parasites : poux, puces, tiques...). Il est tout à fait possible de s'organiser pour vivre confortablement. Conditions préalables :

avoir l'eau et l'électricité. S'il manque l'un de ces éléments, cela devient plus difficile (mais pas impossible). Et alors là, si les deux viennent à manquer, il faudra vous interroger sur la viabilité à long terme de votre logement. S'il vaut la peine, libre à vous d'endurer les journées sans eau et sans lumière/chaleur. Sinon, changez de quartier !



Récupérer des balais, pelles & brosses, aspirateurs si possible, (attention aux sacs à changer régulièrement).

Préférer des lino (les chutes conviennent) ou du carrelage (s'il est déjà installé) dans la cuisine, les chiottes, la salle de bains, c'est plus facile à nettoyer lorsque de l'eau est fréquemment répandue sur le sol (vaisselle, lavage...) et cela ne moisit pas, à l'inverse des moquettes.

Isolation & chaleur

Le problème de l'humidité, important dans les lieux squattés qui ne possèdent aucun moyen de chauffage, facilite les bronchites chroniques, les pneumonies, et la tuberculose qui réapparaît parmi les précaires. Est-ce un hasard ? Le RMI rendrait-il malade ? Pour surmonter la rudesse de l'hiver, plusieurs solutions. La première et la plus sûre, déménager dans le Sud. La deuxième, rester et s'équiper le mieux possible pour avoir chaud.

· *Toiture* : Attention au toit d'une vieille bâtisse. Vérifiez un minimum la toiture, car vous pouvez être surpris par des infiltrations à tout moment. Bien évidemment, si l'on y prête pas attention, on s'en aperçoit seulement quand il est trop tard, c'est-à-dire lorsqu'il pleut abondamment, et souvent en pleine nuit ou au petit matin. Bref pour éviter des réveils

inondés, prévoyez.

· *Vitrage* : Les habitations ne possédant pas de double vitrage (c'est assez souvent le cas), doivent être isolées, car c'est un gouffre à réfrigération. Pour les carreaux cassés, si vous ne pouvez les remplacer, improviser avec du carton, du contre-plaqué.

· *Murs* : Les recouvrir de tissus, chutes de moquettes, tapis, cartons... bref tout ce qui peut empêcher le froid et l'humidité de trop se répandre.

· *Sols* : Des tapis style très épais seront parfaits pour isoler les sols, même s'il y a déjà de la moquette (des chutes font aussi l'affaire). Sachez que dans les lieux restés longtemps vides, l'humidité s'accumule et vous risquer d'en faire les frais. Mais avec les tapis comme avec la moquette, vous avez là de jolis nids à poussière et accariens. Prenez soin de les nettoyer souvent. Des cartons s'avéreront également utiles pour isoler sous le lit, le matelas.

· *Chauffage* : Un chauffage fonctionnant avec une recharge de gaz en bouteille, un convecteur électrique portable. N'oubliez pas d'aérer les lieux où fonctionnent un chauffage ou une cuisinière au gaz.

NO, I MEAN IT...
A SOCIETY WHERE
WE ALL GET WHAT
WE NEED...



Nourriture

En centre urbain, la culture de légumes, fruits et autres plantes aromatiques est pratiquement impossible. A moins de dénicher un hôtel particulier avec un jardin, vous avez assez peu de chance d'être indépendants au niveau nourriture. Entrez en contact avec le SEL * local, peut-être pourra-t-il contribuer à vous soutenir. Sinon, contactez certaines assos d'aide alimentaire locales (des petits groupes actifs genre Restos du Coeur). Effectuez surtout les récupérations dans les marchés,

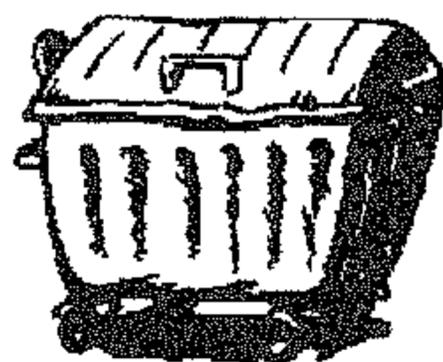
les épiceries, ainsi que les boulangeries, vous trouverez bien des commerçants conciliants. Les grandes surfaces, quand à elles, n'ont pas le droit de donner de la nourriture.

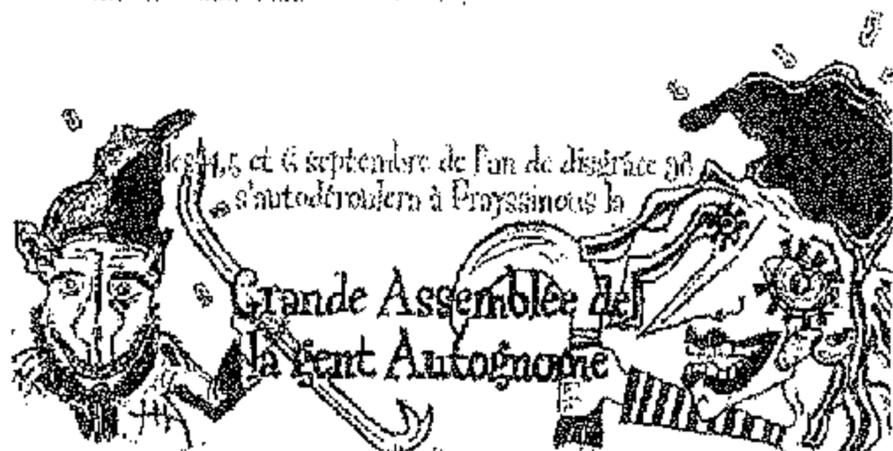
En périphéries des grands centres urbains, se trouvent parfois des bandes de terrains cultivables en location à faible coût accessibles aux précaires. N'hésitez pas à en faire la demande auprès de la mairie ou des services sociaux.

* Le SEL ou Système d'Echange Local est une association de fait regroupant plusieurs membres (moins de 100), pratiquant entre eux l'échange indirect de biens, de services et de savoirs. Alternative au système capitaliste, le SEL permet de bannir (pas dans l'absolu, malheureusement) l'argent des rapports humains et de développer une forme de solidarité actuellement occultée au profit de la survie sociale. Les SELs se développent partout en France, mais l'on constate que les SELs urbains diffèrent des SELs ruraux. Dans ces derniers, les produits cultivés sont les plus échangés, alors qu'en centres urbains, ce sont les savoirs et le bricolage qui sont les plus accessibles.

Recyclage

Pour vous meubler, pratiquez activement les récupérations de mobilier et autres matériels d'intérieurs. On trouve parfois sur un trottoir des "déchets" utilisables et parfois en très bon état (normal, dans une société où tout est jetable, même les salariés) : cela va de la banquette au magnétoscope, en passant par les lampes ou les tabourets, etc. On peut également trouver des choses chez soi, chez des amis, dans des SELs... Profitez de ces vieux objets pour les recycler de manières artistiques, décorez-les ou faites-en des objets de décoration, bref personnalisez ce qui est standardisé.





LIEUX DE VIE ET/OU LOCAUX LIBERTAIRES

Les adresses de squats ci-dessus sont toujours valables au 23/12/99.

Il est possible que certains squats aient été détruits ou expulsés, pour obtenir de plus amples infos, contactez les, si possible avant de leur rendre visite, ou tenez vous informés par les groupes et la presse libertaire.

Le **LOCAL LIBERTAIRE** de Dijon regroupe Maloka, le Collectif pour des Villes Sans Voitures, la CNT, un info-shop, un resto (vegan)/bar associatif, donne des cours d'esperanto... 61 rue Jeannin, 21000 Dijon, 03-80-66-81-49

L'ESPACE AUTOGERE DES TANNERIES se situe également à Dijon, et a ouvert ses portes en octobre 98, propose de nombreuses activités culturelles : vidéo, théâtre, concerts... 13 bld de Chicago, 21000 Dijon, tel (provisoire) : 03-80-71-42-99

LES GRANDS BETAS, 2/4 rue Charles Renouvier, 75020 Paris

LES MARAICHERS, 37 rue des Maraichers, 75020 Paris

CENTRE AUTOGERE, 28 quai St Cast, 35000 Rennes

LE CENTRE AUTONOME D'EXPERIMENTATION SOCIALE, 1 rue Edmond Bonte, 91130 Ris Orangis, tel : 01-69-43-

07-55 ou 01-69-43-41-09

LONGO MAÏ, communauté autogérée existant depuis 1973, Grange-Neuve, 04300 Limans, 04-92-73-05-98

La **MAISON DES ENSEMBLES** de Paris, héberge de nombreuses associations de lutte, 3-5 rue d'Aligre, 75012 Paris

La **MAISON DES ENSEMBLES** de Mulhouse sert surtout au comité de chômeurs de la CNT, 26 rue du Gaz, 68100 Mulhouse, 03-89-43-93-88

LE LABORATOIRE, lieu de débats, de rencontres et d'infos, café, 8 place St Jean, 26000 Valence.

LE CENTRE ASCASO DURRUTI est un lieu associatif proposant diverses activités (débats, vidéos, traduction de livres, bulletin...) et une bibliothèque de 5000 ouvrages. Permanences le samedi de 14 à 19 h. 25 rue Xavier Dezeuze, 34070 Montpellier, tel/fax : 04-67-58-83-03.

LE CLANDE, lieu associatif avec infoshop, resto, ciné-club, labo photos, expos, débats... 9 rue Quéven, 31000 Toulouse, 05-61-99-17-19.

LE BOKAL, info-shop de l'inferral Dr Zoop, zique (punk, HC, métal, noise, indus, ambient, garage) et zines et zoop à volonté, avec pour feuille d'infos à parution chaotique, **Lé Zallumés du Bokal**, 3 rue Lazare-Carnot, Bourg-en-Bresse, sinon contactez Zoop, 43 rue du Mal Foch, 01000 Bourg-en-Bresse, 04-74-22-62-62.

UTOPIA, lieu associatif et alternatif ouvert depuis mars 96, 32 rue Carnot, 37000 Tours, tel : 02-47-05-16-60

LE LOCAL organise débats, soirées vidéos, bouffes... 16 rue Sanlecque, 44000 Nantes, tel : 02-40-48-49-56.

PARADIZO TUJ, Le Barbut, 33850 Léoignan

LA BIBLIOTEK EST EN FEU ! Bibliothèque de livres subversifs, permanences tous les vendredis de 16h à 20h à l'appart collectif du 26 rue Leynaud, 69001 Lyon (Croix Rousse).

CHEZ EMILE, concerts, resto vegan, 16 rue de Tunis, 76000 Rouen. Risque d'expulsion le 12 janvier 2000.

MAD'S COLLECTIF, local associatif occupé par Jungle Exotica, NRV Prod, Zorlac, Tranzophobia, avec bouffes végétariennes, débats, projections et distro, 15 rue Elise Gervais, 42000 St Etienne, ou contacter NRV prod, bp 193, 42005 St Etienne cedex.

LE CREVE LUNE, squat-resto végétarien prix libre, 59 montée de la Grande Côte, 69001 Lyon, 04-72-07-66-28. Resto les lundi et samedi (20h30), salon de thé les jeudi et samedi (16h).

LE BAR A L'AILE, bar gratos et table de presse tous les samedi matin sur le marché de St Girons (Ariège).

KAMIZOLE, lieu de lecture avec une fanzinothèque, de musique (répétitions et concerts), de restauration végétarienne, et de

discussion (café), c'est aussi une asso non subventionnée qui a besoin de contisations de soutien pour fonctionner, 14 route de Charmeil, 03700 Bellerive

CAFE CHEZ JULES, 14 rue de Pujol, 09200 St Girons

LA VIEILLE VALETTE, 30160 Rochessadoule

FRAYSSINOUS, expérience collective, urbaine et rurale, Rebourgil, 12400 St Afrique.

INFOKIOSK, 1-3 rue de Lissignol, 1201 Genève, Suisse ou 4 rue de la Faucille, 1201 Genève, Suisse

ESPACE AUTOGERE DE PRELAZ, bar, concerts, expos, vidéos, infoshop... bus, arrêt Prelaz. (0)-21-624-1632, avenue de Morge 60, 1006 Lausanne

SQUAT, 1 rue Jonruelle, Quartier St Léonard, 4000 Liège, Belgique



La Presse Alternative

pour en savoir plus sur les squats et si vous avez accès à internet, allez visiter le site squatnet, on y trouve des infos du monde entier (squats en détresse, squats ouverts, résistance...)

Les Feuilles d'infos Maloka, sont plus ou moins trimestrielles, prix libre, et contiennent moult infos sur les lieux alternatifs et sur les actions (OGM, prisonnierEs politiques, féminisme...), les publications, les contacts... 61 rue Jeannin, 21000 Dijon, 03-80-66-81-49

Le zine thématique (gratos) Dissensus publie également les

adresses de bons repaires et autres collectifs. Le # 12 traite d'ailleurs de l'utopie.

No Passaran, mensuel du SCALP, des infos utiles sur les luttes (racisme, c h ô m a g e , homophobie, féminisme...), Reflex, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris tel : 01-43-48-54-95, fax : 01 43 72 15 77, www.mygale.org/05/duruti

Karoshi, succède à la revue Apache, dans le même esprit, articles et interviews, contacts... prix libre, + port, c/o PADI. BP 372, 75624 Paris Cedex 13

Zine d'infos bimestriel, Cette Semaine fournit une excellente tribune libre et des articles, des interviews, bien documentés, concernant le monde entier. c/o Bernt, bp 275, 54005 Nancy cedex.

La Lettra A, magazine espagnol très complet abordant de nombreux sujets. El Lokal, c. de la Cera, 1 bis, 08001 Barcelone, Espagne

Dans le Monde une Classe en Lutte est une feuille A3 où sont rassemblées des infos provenant du monde entier sur les luttes diverses. c/o Echanges & Mouvements, bp 241, 75866 Paris cedex 18.

Maintenant la lettre est la version A3 et N&B du défunt journal *Maintenant*. Avec des articles et entretiens toujours aussi pertinents et variés. Abonnement d'1 an, 50f à l'ordre de Agora, 105 Rue de l'Abbé-Groult. 75015 Paris



FTP diffuse des livres, un zine thématique (FTP), Autonomie & Subversion, une feuille d'infos gratos, plus ou moins mensuelle, la Liste Noire, un guide avec près de 400 contacts dans les réseaux alternatifs. FTP, c/o Planète Verte, bp 22, 54002 Nancy cedex

Squall Download, zine anglais A5 abordant divers sujets de luttes, avec de nombreux contacts et des idées... po box 8959, London N19 5HW, Angleterre, ou <http://www.squall.co.uk/>.

Alternative Libertaire mensuel anar belge très intéressant, 200 f pour 10 numéros, 2 Rue de l'inquisition 1040 Bruxelles, Belgique

Biblio indicative et non exhaustive

Nous vous donnons ici une liste de quelques ouvrages sur l'autogestion et la vie communautaire en général, et dont certains textes figurant dans ce numéro sont extraits. Ces ouvrages constituent de la théorie et des témoignages, certes utiles, mais adaptables à la réalité de chacun. Comme vous l'aurez déjà constaté, rien de tel que la pratique...

Anonyme : De la théorie Contre-Insurrectionnelle à son application en France

Anonyme : Depuis les montagnes du Sud-Est Mexicain (Insomniaque, 1996)

Pierre Archinov : la Makhnovtschina

Henri Arvon : L'Autogestion (Que Sais-je ? PUF, 1980)

Azione Rivoluzionaria : Contributions

à la critique armée libertaire
La Bande à 35h par Jour : le Lundi au Soleil (Insomniaque, 1998)
Hakim Bey : TAZ (Eclat, 1998)
Reality Hackers
Utopies Pirates (sous le nom de Peter Lamborn Wilson, ed. Dagorno, 1999)
Bob Black : Travailler, moi ? Jamais ! (Esprit Frappeur, 1997)
J.P. Bouyxou & P. Delannoy : L'aventure Hippie (Lézard, 1995)
Cahier n 8 : La République Autonome du Bunker, Zurich (Ed. Adversaires, Genève, décembre 1971)
CAMI : Guide du manifestant interpellé
Chômeurs Heureux Berlinoises : Rapport d'inactivité 1996
Collectif : le squatt de A à Z
Collectif : L'autonomie, le mouvement autonome en Italie et en France (Spartacus, 1978)
Collectif : ...ma l'amor moi non muore (teoria e pratica della decolonizzazione e della festa)
Collectif : Christiania, 1000 personnes, 300 chiens (ed. Alternatives & Parallèles, 1978)
Ronald Creagh : Laboratoires de l'Utopie, les communautés libertaires aux Etats-Unis
J. Daniels : The Adventures of Tintin - Breaking Free (Attack International)
Daniel Defoe : Libertalia, une utopie pirate (Esprit Frappeur, 1998)
Mamadou Dia : Kaso, le migrant perpétuel (Esprit Frappeur, 1999)
Dissensus : # 12, Fragments d'Utopie (1999)
Earth First : Ecodefense
EZLN : communiqués tome 1 et 2 (ed Dagorno)
P.B. Farnetti & P. Moroni : Fragments d'une histoire impossible (s@botage, 1995)
Charles Fourier : Le Nouveau Monde industriel et sociétaire
Gébé : l'An 01
Michel Gomez : Mai 68 au jour le jour (Esprit Frappeur, 1998)
Emmett Grogan : Ringolevio (Flammarion)
Groupe Noir & Rouge : Autogestion, Etat et Révolution (éd. du Cercle, 1972)
Daniel Guérin : l'anarchisme (Gallimard, 1981)
A. Kollontai : L'Opposition Ouvrière (1921)
Jean-Jacques Lebel : Le Living Theatre (ed. Belfond)
Martin A. Lee & Bruce Shlain : LSD & CIA (ed. du Lézard, 1994)
Maloka : Feuilles d'infos
Franck Mintz : Explosions de Liberté (Acratie-ACL, 1986)
Erich Müshan : La République des Conseils de Bavière (La Digitale/Spartacus 1999)
La Société Libérée de l'Etat (La Digitale/Spartacus 1999)
G. Narrat : La colonie libertaire d'Aiglemont (la question sociale, 1997)
Fernand Pelloutier : Histoire des Bourses du Travail (Gordon & Breach, 1971)
B. Péret & G. Munis : Les syndicats contre la révolution (Le Terrain Vague, 1968)
P.M. : bolo' bolo' (L'Eclat, 1998)
Emile Pouget : le sabotage
L'action directe
Ratgeb : de la grève sauvage à l'autogestion généralisée
Road Alert ! : Road Raging
Alexandre Skirda : Makhno, le cosaque de la liberté (Les Ed. de Patis, 1999)
Bernard Thésée, Marcel Gotlib, et Dany Gander-Gosse : les aventures communautaires de Wao le Laid.
Henry David Thoreau : Walden
Paul Watson : Au nom des mers, confessions d'un éco-guerrier (Ed. Le Pré aux Clercs)
John Zerzan : Futur Primitif (L'Insomniaque, 1999)



LET'S ALL GET DRUNK AND GO NAKED,
ALL GET DRUNK AND GO NAKED,
ALL GET DRUNK AND GO NAYYY-KEDDDD,
AND LIE IN A GREAT BIG PILE!

